

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4 F.
Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ;
Liban, 1,00 lib. ; Israël, 14 sheq. ; Belgique,
22 fr. ; Canada, 1,10 \$; États-Unis, 22 \$;
Suisse, 2,50 fr. ; Espagne, 70 pes. ; Grèce, 40 dr. ;
Irlande, 45 sh. ; France, 125 fr. ; Italie, 70 li. ;
Japon, 1000 y. ; Pays-Bas, 225 f. ; Luxembourg, 25 fr. ;
Norvège, 4,75 kr. ; Portugal, 175 esc. ; Royaume-Uni,
45 sh. ; Suède, 275 f. ; Suède, 4,75 kr. ;
Suisse, 2,50 fr. ; Tchécoslovaquie, 20 sc. ;
Tartif des abonnements page 12
S. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 02
Tél. : Paris 20 68 22
G.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LES INITIATIVES DIPLOMATIQUES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

POINT

La visite du roi Hassan

Aux prises avec une situation intérieure difficile en raison notamment de la poursuite du conflit saharien et de l'agitation sociale provoquée par une crise économique, le roi Hassan II a fort habilement tiré le meilleur parti possible de sa visite privée en France.

Le souverain était désireux d'effectuer ce voyage, et il a su choisir son moment à l'approche de la réunion de l'O.N.U. à Nairobi, sur le Sahara occidental. En outre, à quelques semaines de sa visite en Israël, M. Mitterrand pouvait trouver de l'intérêt à s'entretenir avec le monarque qui avait joué un rôle important dans la préparation du voyage de Sadate à Jérusalem et qui entend réunir à nouveau à Fès, avant l'été, un sommet arabe qui aura encore à son ordre du jour le plan Fahd pour un règlement négocié au Proche-Orient.

Le chef de l'Etat français pouvait difficilement éviter de rencontrer le souverain, malgré ses réserves au sujet de la politique intérieure marocaine, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. Soucieux de voir la France pratiquer une politique maghrébine équilibrée, M. Mitterrand s'est d'ailleurs gardé d'exprimer publiquement des réserves pour ne pas blesser inutilement les susceptibilités du Maroc et respecter sa souveraineté.

Hassan II a également réussi à persuader M. Mitterrand, que l'on savait hésitant, d'effectuer une visite officielle au Maroc avant la fin de l'année. En revanche, le projet de rencontre entre le roi et le président Chadli Bendjedid, dont il était fortement question dans les chancelleries ces derniers temps, ne semble pas devoir se concrétiser pour le moment. Ce contretemps est peut-être dû à la persistance de la crise du Sahara occidental, qui demeure pour le Maroc la préoccupation majeure. A ce propos, le souverain marocain a réaffirmé au cours de sa conférence de presse qu'il n'entendait pas discuter avec le Front Polisario et a renouvelé ses accusations contre la Libye.

Le souverain n'a pas minimisé l'importance du rapprochement du Maroc avec les Etats-Unis. Parlant de sa prochaine visite à Washington, il a souligné qu'il s'agit d'une « nécessité géostratégique », qui cause les relations avec Paris. En ce qui concerne le Proche-Orient, il a donné, une fois de plus, son appui à la visite de M. Mitterrand en Israël, en estimant que ce dernier « défendra le droit des Palestiniens avec la même fermeté qu'il a mise pour défendre le droit d'Israël ».

Sur le chapitre de la défense des droits de l'homme, Hassan II a cependant été moins convaincant. Interrogé sur les prisonniers politiques et sur un éventuel geste de clémence qui permettrait la libération de M. Abdelkrim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, le souverain, pour qui les droits de l'homme relèvent de la « climatologie », a répondu : « Plus on en parle, plus le geste tardera à venir ». Pourtant, le silence longtemps observé tant par la presse que par les organisations humanitaires, parce qu'elles ignoraient le sort de quelques centaines de disparus et celui de militaires oubliés dans les camps de Tadmort et de Ouarzazat, bien qu'ils aient juré leur peine, n'a apparemment pas entraîné jusqu'à présent une amélioration de leur condition.

● ALGER

Le voyage-éclair de M. Cheysson devrait permettre la signature d'un accord sur le gaz

Les gouvernements italien et algérien ont décidé de reporter au mois d'avril les discussions sur le prix des 12 milliards de mètres cubes de gaz que la Sonatrach doit fournir à l'Italie par un gazoduc achevé depuis plus de six mois. M. Benahia, le ministre algérien des affaires étrangères, et son collègue italien, M. Colombo, n'ont pu constater le désaccord.

Les négociations que mène l'Algérie avec la France seront déterminantes à l'égard des autres clients de la Sonatrach. M. Cheysson a tenté de surmonter les dernières difficultés des discussions en se rendant à Alger le 29 janvier.

Munis de nouvelles directives politiques, les dirigeants de gaz de France — attendus à Alger le 30 janvier — et de la Sonatrach devraient pouvoir parvenir à un accord avant le 31 janvier, date limite que s'étaient fixée les deux pays.

De notre correspondant

Alger. — Le ministre français des relations extérieures, M. Cheysson, a tenté, vendredi 29 janvier, de débloquer la négociation franco-algérienne sur le prix du gaz, une négociation qui traîne maintenant depuis deux ans (1). Accompagné du directeur des affaires économiques de son ministère, M. Jean-Claude Paye, et d'un représentant de la direction des carburants du ministère de l'Industrie, il s'est posé en début d'après-midi à Boufarik à bord d'un Mystère-20 du G.I.A.M. II a rencontré peu après son collègue M. Benahia, qui rentrait d'une série d'entretiens à Rome avec les dirigeants italiens. Les deux hommes se sont enfermés dans une villa près des bords de l'Algier et ont travaillé tard dans la nuit. Tout cela devait en principe rester secret, mais la nouvelle a vite été connue à Alger et l'agence A.P.S. n'a pu que la confirmer en début de soirée en restant muette sur le contenu des discussions.

Le voyage de M. Cheysson n'est pas le premier du genre dans cette négociation aux multiples rebondissements. En novembre 1980, M. Girard, alors ministre de l'Industrie, avait utilisé la même procédure pour sortir les discussions techniques de leur ornière.

DANIEL JUNQUA.
(Lire la suite page 13.)

● BONN

MM. Mauroy et Schmidt rejettent l'idée d'une rupture des échanges économiques avec l'Est

M. Pierre Mauroy a rencontré le chancelier Helmut Schmidt vendredi 29 janvier à Bonn. Les deux chefs de gouvernement ont eu une série d'entretiens de deux heures, à l'issue desquels le premier ministre français a estimé qu'ils avaient « une approche identique sur les problèmes mondiaux ». M. Schmidt a précisé que cette identité de vues portait notamment sur la crise polonaise et ses conséquences ; Paris et Bonn sont d'accord pour repousser l'idée d'une rupture des échanges économiques avec l'Est.

L'agence Tass a répondu vendredi à la déclaration du président Reagan dans laquelle le chef de l'Etat américain conseillait « aux alliés européens de ne pas leur laisser aller « de trop près » les régimes « qui ont peur de la liberté », allusion qui visait principalement les contrats de livraison de gaz soviétique récemment signés par la R.F.A. et la France. L'agence officielle soviétique y voit « une incitation directe des milieux d'affaires à saboter la politique économique de plusieurs pays ouest-européens, avant tout du gouvernement des socialistes en France ». Les Pays-Bas, pour leur part, ont décidé de réduire de moitié leurs importations de gaz soviétique.

De notre correspondant

Bonn. — En ces temps difficiles, « la coopération franco-allemande est notre bien le plus précieux ». La formule est celle de l'ambassadeur de France, M. Jean-Pierre Brunet, qui quitte Bonn ces jours-ci après y avoir réprimé son pays pendant plus de quatre ans. Ce propos a été repris vendredi 29 janvier aussi bien du côté allemand que du côté français à l'occasion de la visite que

De notre correspondant

M. Mauroy faisait dans la capitale. Cette rencontre a permis de réaffirmer que la coopération franco-allemande serait renforcée dans tous les domaines. Pour M. Schmidt, les vues de Paris et de Bonn sur les problèmes de la politique mondiale sont « parallèles ».

JEAN WETZ.
(Lire la suite page 3.)

AVANT LE SÉJOUR DE M. MOUBARAK A PARIS

L'Egypte sans Sadate

Le général Hossni Moubarak, président de la République arabe d'Egypte, est arrivé ce samedi 30 janvier à Rome où il commencera sa première tournée en Occident depuis son accession au pouvoir, le 6 octobre, à la suite de l'assassinat du président Sadate. Ce voyage doit le conduire ensuite à Paris, à Washington, à Londres et à Bonn ; son retour au Caire est prévu le 8 février.

An Vatican, où il s'entretient avec le pape, le rais s'entendra demander pour quelle raison le chef de l'Eglise copte, Chenouda III, est toujours relégué dans le désert libyque alors

que les principaux responsables intégristes islamiques ont été libérés au Caire.

A Paris, où il doit être reçu à l'Élysée le lundi 1^{er} février, M. Moubarak s'entretiendra notamment auprès du président de la République de ce que celui-ci a l'intention de dire en Israël, où il est attendu en mars, au sujet de la question palestinienne.

A Washington, où en août les propositions de Sadate pour résoudre cette question n'avaient pas convaincu le président Reagan, M. Moubarak tentera de nouveau de faire valoir que la paix restera précaire au Proche-Orient tant que les Palestiniens n'y disposeront pas d'un territoire national.

I. — Comme un émir mamelouk...

Le Caire. — « Que trouvez-vous de changé en Egypte ? », demandent le ministre ou le boulanger sans jamais préciser « depuis l'assassinat de Sadate », car c'est une circonstance et un nom que chacun change aujourd'hui en Egypte comme un mauvais souvenir. Moitié par prudence, moitié par indifférence, les Egyptiens, d'habitude si émotifs, avaient regardé sans broncher sur leurs petits écrans le « champion de la guerre et de la paix » périr comme un vulgaire émir mamelouk (1). Quatre mois après, c'est comme si cet événement qui fit frissonner la moitié de l'univers s'était effectivement passé il y a plusieurs siècles.

De notre envoyé spécial
J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Beaucoup d'Egyptiens regrettent même tout haut que le procès des meurtriers n'ait pas été expédié et leur sort, par la potence ou la prison, réglé une fois pour toutes au lendemain même du drame du 6 octobre 1981, « afin qu'on n'entende plus parler de cette affaire ». D'anciens, à Beyrouth ou à Paris, assurent que « le peuple égyptien n'avait pardonné à Sadate ni le traité séparé avec Israël ni le retour du capitalisme en Egypte ». Pourtant, sur place, on constate sans peine que la paix reste considérée par la majorité des Egyptiens comme un acquis positif et définitif tandis que la réorientation politico-économique du pays vers l'Occident, même si elle est loin d'avoir répondu à tous les espoirs de la population, n'est généralement pas remise en question. Les Américains ont beau commettre dans la vallée du Nil les mêmes erreurs psycho-politiques que dans tant d'autres contrées du tiers-monde, ils ne sont pas encore parvenus à devenir impopulaires alors que les Soviétiques, près de dix ans après le militaire, le restent.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

DROGUES

La drogue envahit la planète. Ses millions de victimes réclament des doses sans cesse plus élevées et le trafic touche tous les pays de la terre, alors que la puissance destructrice des composants de ce fléau augmente chaque année.

Où, il faut que l'ONU organise d'urgence une année de lutte contre la toxicomanie et mette hors la loi ces stupéfiants aux noms connus : SS-20, Pershing, Cruise ou Photon...

HENRI MONTANT.

Russie, Europe, exil...

Alain Bosquet

"L'enfant que tu étais"

roman

Après
"Une mère russe"



GRASSET

UNE DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE MAJEURE

Marseille retrouve ses sources phocéennes

A Marseille, l'histoire ne fait pas que se répéter : elle bégaye. Quinze ans après la découverte, en 1957 sur le chantier de la Bourse, des ramparts et du port antique de Massalia, c'est un autre chantier de rénovation urbaine, celui dit de la butte des Carmes, un peu au nord du terrain de la Bourse, qui offre une découverte archéologique majeure — peut-être plus importante que la première.

Si la Bourse a donné l'image de ce qui pouvait être les fortifications et le port antique de Massalia tels que les avait vus et décrits César lors du siège de la ville en 49 av. J.-C., les vestiges ne permettaient pas d'aller au-delà du deuxième siècle. Les découvertes qui viennent d'être faites aux Carmes devraient, selon les premiers sondages, permettre de remonter beaucoup plus loin dans le temps : pratiquement jusqu'à l'époque de la fondation de la cité, que l'on situe vers 600 av. J.-C. au moment de l'arrivée des colons grecs de Phocée (Asie-Mineure).

Ce qui se passe aux Carmes n'est, à vrai dire, qu'une demi-surprise, compte tenu des enseignements tirés des fouilles de la Bourse et de la direction que prenait le rampart grec vers le nord. Il y avait tout lieu de supposer qu'on devrait retrouver la suite de la muraille sur la butte des Carmes, bastion de défense évident. D'autant plus que César lui-même, dans le De Bello civili, fournissait de précieuses indications dans la relation qu'il fit du siège de Massalia. Il avait établi son camp sur l'emplacement de l'actuelle gare Saint-Charles, dont la butte fait face à celle des Carmes, et décrit ainsi les défenses de la cité : « La partie qui touche la citadelle est défendue par la nature du terrain et par un ravin très profond [l'actuel boulevard des Dames], ce qui rend l'attaque longue et difficile (1). C'est à droite [pour celui qui assiège la ville] que se trouve la porte de la cité par où l'on entrait venant de Gaule et d'Espagne. »

JEAN CONTRUCCO

(Lire la suite page 9.)

الجزيرة

PROCHE-ORIENT

Iran

LE CONSEIL DE L'EUROPE DÉNONCE LES PERSÉCUTIONS DES MINORITÉS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES.

(De notre correspondant.) Strasbourg. — L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a condamné l'Iran pour les persécutions systématiques que mène le régime à l'encontre des minorités ethniques et religieuses. Avec plus de vigueur encore qu'ils ne le firent il y a trois ans pour dénoncer les exactions du régime du chah, nombre d'observateurs se sont obligés de stigmatiser les déviations successives qui ont engendré le système actuel de terreur.

L'Assemblée s'est écartée du sort réservé à la communauté bahá'í que le rapporteur, le socialiste belge, M. Claude Dejardin, n'a pas hésité à comparer à celui réservé aux juifs dans l'Allemagne nazie « juste avant la solution finale ». Dans une résolution adoptée à l'unanimité, elle demande aux dirigeants de Téhéran d'étendre à la communauté bahá'í les garanties constitutionnelles prévues pour les minorités religieuses, ethniques ou philosophiques dans la nouvelle Constitution de l'Iran. Consciente toutefois des limites de sa protestation, l'Assemblée se tourne vers les gouvernements des pays membres pour qu'ils exercent avec les Nations unies et les communautés européennes, les pressions nécessaires. — J.-C. H.

● Une manifestation de protestation contre les massacres en Iran a rassemblé, vendredi 29 janvier à Paris, environ un millier de personnes — en très grande majorité des étudiants iraniens qui ont défilé du métro Convention au siège de l'UNESCO. Cette manifestation s'est déroulée dans le calme à l'appel de plusieurs organisations d'extrême gauche iraniennes et françaises, dont les sympathisants de l'organisation des fedayin, les sympathisants des Moudjahidin du peuple, la Ligue communiste révolutionnaire, le P.S.U., le parti communiste révolutionnaire et l'UNEP (indépendant et démocratique).

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT RÉPROUVE L'ENVOI DE FORCES JORDANIENNES SUR LE FRONT IRANO-IRAKIEN.

Le département d'Etat a laissé entendre, vendredi 29 janvier, qu'il était hostile au projet du roi Hussein de Jordanie d'envoyer des volontaires en Irak pour combattre contre l'Iran.

Tout en évitant de se prononcer directement sur le projet, le porte-parole du département d'Etat a rappelé que les Etats-Unis étaient opposés à toute action qui pourrait prolonger la guerre irano-irakienne : « Comme nous l'avons dit depuis le déclenchement des combats, nous ne voulons pas voir ce conflit s'élargir. Notre inquiétude concernant toute action qui tendrait à élargir ou à prolonger la guerre est bien connue. »

Le porte-parole a réitéré que Washington n'avait pas reçu de demande du roi Hussein pour utiliser en Irak des équipements militaires livrés par les Etats-Unis, principal fournisseur d'armes de la Jordanie. Il a précisé, toutefois, que l'accord de vente d'armes conclu avec Amman spécifie que « les équipements de défense d'origine américaine ne seront pas transférés à une force militaire étrangère sans la concertation du gouvernement américain », et qu'ils ne doivent être utilisés qu'à des fins déterminées, telles la légitime défense, et compatibles avec la charte de l'ONU.

A Tripoli, le colonel Kadhafi a critiqué l'initiative du souverain irakien, qui, a-t-il dit, « aurait dû lancer un appel en faveur de la formation de volontaires pour libérer la Palestine et Jérusalem, et non pour aller se battre contre l'Iran ».

« Ce sont les pays arabes les plus menacés par l'entité sioniste, a-t-il déclaré, qui, servant de cheval de Troie aux Américains et aux Israéliens, tournent le dos au véritable ennemi des Arabes pour en trouver un autre. »

(Suite de la première page.)

L'abandon par Sadate de la cause palestinienne ou plus exactement sa renonciation à récupérer la Cisjordanie et Gaza par les armes — il ne cesse jamais d'essayer d'en accrocher aux Israéliens l'évacuation par les voies diplomatiques — a, qu'on le veuille ou non, correspondu au vœu des Égyptiens. Ceux-ci reviennent peut-être un jour à leur vocation arabe, mais pour le moment, « les Arabes ne sont les autres ». La réaction de Sadate à l'annexion par Israël de la ville arabe de Jérusalem, comme celle du général Mubarak à l'annexion du Golan ont été jugées scandaleusement molles par les Palestiniens et les Syriens. Mais qu'a dit le rue du Caire, toute rendue à l'égoïsme national ? « Jérusalem, le Golan, c'est dommage, c'est inadmissible, mais ce n'est pas chez nous. Dieu fusse qu'Israël nous rende la totalité de notre Sinai ! » Ou encore : « Les Arabes veulent toujours se battre par Égyptiens interposés. A leur tour de se faire tuer ! »

Il ne faut pas chercher non plus dans le prétendu luxe sardanapalien de la résidence de Sadate à El-Dokki, complus le rais et sa famille, les raisons du détachement populaire à son égard. Un hebdomadaire africain a été jusqu'à écrire que Sadate possédait « quatre-vingt résidences secondaires », alors qu'il vécut en nomade dans le confort moyen de la dizaine de villas d'État léguées par Nasser, et non pas dans les anciens palais royaux. Il est vrai que le second rais eut, se trouvant un jour à Borg-el-Arab, près d'Alexandrie, ce geste de parvenir consistant à envoyer un hélicoptère chercher en ville de la « babouche » — un gilet au miel — pour son petit-fils.

Il s'est trouvé des intellectuels égyptiens pour reprocher à Sadate d'avoir « trahi l'âme et la culture de son peuple et se rapproché de l'Occident » alors qu'ils n'avaient rien trouvé à redire aux régimes communistes — dont les principes sont pourtant bien plus éloignés de ceux en honneur dans la société égyptienne que ces derniers ne le sont des idéaux occidentaux. Il s'est trouvé des destructeurs de Sadate pour le

L'Égypte sans Sadate

comparer à Pétain, voire à Laval ou à Quisling (2)... Mutatis mutandis, les Égyptiens ont en fait tourné le dos à Sadate un peu comme les Britanniques avaient renvoyé Churchill chez lui en 1945, sans pour autant que soit remis en cause par la population le combat pour la paix du président assassiné ou du premier ministre battu. Nasser était parti en 1970 dans les larmes de toute une nation, ayant paradoxalement bénéficié du désarroi dans lequel l'avait plongé la défaite de 1967. Sadate laissait un peuple rendu à son honneur militaire et délivré des affres de l'état de guerre. C'est bien plus l'inquiétude que la reconnaissance qui porte les peuples au culte des chefs.

Vertige de grandeur

A cette réaction bien humaine s'ajoutent l'agacement, l'antipathie, l'aversion même suscitées ces dernières années à l'égard du rais chez un nombre croissant d'Égyptiens fatigués, horrifiés par l'usage immodéré que celui-ci — et aussi son épouse (voir l'encadré ci-contre) — faisaient de la radio-télévision et de la presse. Les derniers temps, il ne se passait plus de jours sans que ne fussent diffusés tous azimuts, parfois plusieurs fois de suite, discours, entretiens, déclarations, confessions. Mémoires ou articles du chef de l'État et de ses thuriféraires. Le tout sans la moindre touche de charisme, sans humour, sans chaleur, dénotant de triomphalisme ne dédaignant pas la mesquinerie, la volubilité, l'insulte, le mépris.

Tel prédicateur inconnu hors de sa mosquée, arrêté en septembre pour avoir critiqué le rais, avait bénéficié soudain de la sollicitude d'une foule de gens écœurés d'avoir vu un Sadate au visage anbergien hurler à plusieurs reprises à la télévision : « Il m'avait injurié ! Eh bien ! il est maintenant jeté comme un chien au fond d'une poubelle ! » Peu avant l'assassinat du président, un simple citoyen avait osé porter plainte contre lui pour « utilisation abusive de la télé- »

(2) Le Norvégien Vidkun Quisling fut exécuté en 1945 pour avoir constitué en 1942 un gouvernement sous contrôle nazi.

vision ». Quelques années auparavant, déjà, Sadate s'était brusquement séparé du seul conseiller de presse digne de ce nom qu'il eut jamais, l'ambassadeur Tahsin Béchir, celui-ci ayant prétendu lui rapporter aussi les commentaires hostiles à la politique du gouvernement qu'il recueillait en ville. En 1979, la femme d'un politicien cairote nous disait : « A force de nous rappeler sans cesse ses bienfaits, la guerre et la paix, la paix et la guerre, il va tous nous laisser. Il se comporte comme quelqu'un qui nous aurait fait un belu cadavre et viendrait chaque jour se faire dire merci. Vous finissez par le précipiter dans l'escalier. »

Le successeur de Nasser est aujourd'hui dans la trappe de l'histoire. Sa rapide ascension parmi les étoiles de la politique internationale lui avait tourné la tête au point de lui faire lancer, évoquant des propos d'opinion sur son compte : « J'ai commenté ce n'est pas mon métier ainsi de respect. Ne voyez-ils pas que je suis reçu à la Maison Blanche, à l'Élysée, par le pape, le roi du Maroc, le roi de Jordanie ? » Et s'il en voulait au pape d'Alexandrie au point de le déposer, c'est qu'il ne lui pardonnait pas de ne pas avoir su empêcher des manifestations de copies américaines, lors d'une des visi-

tes présidentielles aux États-Unis. Ce vertige de la grandeur finit par dissimuler au chef de l'État les plaies sociales de son pays, avivées ou insuffisamment pansées par le régime économique bâtarde mi-libéral mi-contraint mais en place depuis 1974. En outre, l'instabilité n'est pas, au départ — par sa jeunesse rurale — plus proche que Nasser de l'Égypte profonde, n'était jamais parvenu, pas plus que son équipe, à persuader le peuple — ce que le premier Rais avait en revanche parfaitement réussi — qu'il se souciait de son sort.

Dans son isolement, rien ne pouvait plus atteindre le rais, sauf les belles des tumeurs qui l'abattaient alors que, sanglé dans un uniforme d'opérateur spécialement commandé par lui, il commençait en fermant les yeux de plaisir « sa » victoire du 6 octobre 1973. Pourtant, les motivations des régresses sont loin de s'apparenter aux motifs de désaffection des autres Égyptiens à l'endroit de Sadate.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Prochain article :

LA SIXIÈME OBLIGATION

« Jihane-Marie-Antoinette ! »

Lors des troubles d'Alexandrie, en janvier 1977, les manifestants scandèrent « Jihane-Marie-Antoinette ! ». L'épouse de Sadate découvrit alors que malgré son dévouement en faveur des blessés de guerre et son action au profit de l'émancipation féminine elle pouvait susciter l'hostilité populaire.

Pourvue d'une titulature — « la première dame d'Égypte, la vertueuse » — rappelant plus Cléopâtre ou Chagaret El-Dorr (1) que l'effacement de la plupart des femmes de dirigeants musulmans, elle crut désarmer ses détracteurs en multipliant encore ses activités, sans cesse sur la brèche des premières pierres ou des bazars de charité, voyageant, prononçant des discours, donnant des cours de littérature à l'université, dénonçant les femmes voilées, bâillant un hôpital-musée, présentant des artistes égyptiens aux États-Unis, présidant le conseil régional de la province natale du rais, attirant la solidarité internationale sur les mosquées du Caire en péril, menant campagne contre la natalité galopante, etc.

Elle ne réussit qu'à épuiser ses suivantes, à laisser les télespectateurs per ses trop nombreuses apparitions sur le petit écran et à fournir un thème de prédilection aux intégristes islamiques, Mahomet ayant dit : « Un pays gouverné par une femme court à sa perte. » Pourtant Jihane El-Sadate — même si elle eut assez d'influence sur son mari pour lui faire promouvoir une loi libérant (un peu) le cortège des musulmanes, au moment même où il s'engageait dans une politique de concessions à l'égard des fondamentalistes, — ne fut ni Eva Peron ni Imelda Marcos.

Ses ambitions furent plus sociales que politiques. Et si les recenseurs de la presse arabe ou des cotes télévisuelles sur son « sans trop signifier des affaires » s'étaient avérés exacts (en revanche, ceux répandus sur la cupidité de certains de ses proches sont loin d'être faux, on aurait pu leur opposer l'histoire d'une célèbre négociante nommée Khadija, qui fut l'employeur puis la plus respectée des épouses du Prophète).

Aujourd'hui à peine âgée de cinquante ans, la veuve du rais assassiné, cloîtrée dans une villa de Guizah, prise à une famille juive avant d'être donnée par Nasser à Sadate, et dont un avocat cairote réclame aujourd'hui la restitution à l'État en même temps que l'annulation de la pension de veuve attribuée par le Parlement égyptien, n'a plus pour occuper son dynamisme que la préparation d'un doctorat sur le poète anglais Shelley. Le nouveau rais n'aime guère que paraisse en public sa propre femme, a fortiori celle de son prédécesseur. Le rêve de Mme Sadate de voir les Égyptiens lui emboîter le pas et jouer un rôle plus important dans leur pays s'est écroulé le 6 octobre 1981 sous les balles des assassins qui tirèrent aussi en direction de la loge d'où la femme du président assistait au dîner en compagnie de ses petits-enfants. Pas plus sans doute que la légèreté de Marie-Antoinette d'Autriche ne méritait l'échafaud, le féminisme de Jihane El-Sadate, que les militantes occidentales jugeaient d'ailleurs bien « modéré », ne devrait lui valoir l'opprobre de son pays. — J.-P. F.-H.

(1) Célèbre reine de l'Égypte médiévale dont Saint Louis fut le prisonnier et qui périt assassinée à coups de talon.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● LE PRINCE SIHANOUK a appelé, vendredi 29 janvier, à Pétin, les trois groupes de résistance cambodgiens à résister au régime de Pol Pot. Le prince a été libéré vendredi 29 janvier après quarante jours de détention. La décision d'élargissement concerne également MM. Pothol, Pothol, chef d'une section de la commission, Eugenio Diaz Corrales, avocat, Sergio Aguilera, économiste, et Ramon Pina.

Chili

● LIBÉRATION DU DIRIGEANT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME. — M. German Mendez Valdovinos a été libéré vendredi 29 janvier après quarante jours de détention. La décision d'élargissement concerne également MM. Pothol, Pothol, chef d'une section de la commission, Eugenio Diaz Corrales, avocat, Sergio Aguilera, économiste, et Ramon Pina.

Irlande du Nord

● ASSASSINAT D'UNE PERSONNALITÉ LOYALISTE DE BELFAST. — M. John McKee, personnalité loyaliste de Belfast, a été assassiné vendredi 29 janvier par un jeune militant de l'I.R.A. (armée de libération nationale irlandaise). — (A.F.P.)

Nicaragua

● LA RÉGION DE ZELAYA A ÉTÉ DÉCLARÉE ZONE MILITAIRE. — Le département d'Etat américain a publié le vendredi 29 janvier une déclaration officielle selon laquelle la région de Zelaya (côte nord de l'Atlantique) a été proclamée zone militaire hostile au gouvernement pro-vietnamien de Managua.

R.D.A.

● UN FUGITIF VENANT DE R.D.A. a été grièvement blessé jeudi 28 janvier alors qu'il tentait de se réfugier en Allemagne fédérale. Une des mitrailleuses automatiques installées à la frontière par les autorités est-allemandes pour empêcher leurs ressortissants de s'échapper s'est en effet déclenchée. Mais l'homme, âgé de trente-six ans, a réussi à se traîner jusqu'au territoire de la R.F.A., où il a été découvert par des gardes frontière et hospitalisé. — (A.F.P.)

République d'Irlande

● LE PARTI TRAVAILLISTE a décidé, vendredi 29 janvier, de ne pas renouveler son alliance électorale avec le Fine Gael, parti du premier ministre démissionnaire, M. Garret FitzGerald, et de présenter seul ses propres candidats aux élections générales. — (Reuters)

BOEING 747

notre nouvelle dimension

CAMEROON AIRLINES



2 fois par semaine, sans escale

Paris - Douala

1 fois par semaine, vol direct (*)

Paris - Genève - Douala

Encore plus de confort pour vos voyages.

Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Economique, y voyagent à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, au pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret

Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 pontes). Il peut ainsi emporter en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

(*) Les lundi, jeudi et samedi, à 12 heures, ORLY-Sud, à la place du 11 h. 30.

BOEING 747 COMBI

notre nouvelle dimension

Jeudi 29.1.82

L'ex-majorité cherche dans l'opposition les moyens de se renouveler

July 15, 50.

Le Monde

Société

JUSTICE

LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX AVOCATS PARISIENS

Le malaise du barreau

Les avocats sont mécontents. Des manifestations et des grèves ont eu lieu ces dernières semaines en province qui traduisent un malaise que le gouvernement s'efforce de dissiper. M. Pierre Mauroy a donné, fin décembre, le coup d'envoi d'une série de négociations et M. François Mitterrand devait s'adresser, ce samedi après-midi 30 janvier, aux avocats parisiens à l'occasion de la rentrée de la conférence du stage.

C'est au cours de cette cérémonie que sont couronnés les avocats stagiaires, vainqueurs du concours d'éloquence qui a lieu chaque année. M. Mitterrand, qui fut avocat, devait s'efforcer de convaincre un auditoire attentif et critique des bonnes intentions du gouvernement. La tâche n'est pas facile car les sujets de mécontentement ne manquent pas : encombrement des tribunaux, fiscalité trop lourde, couverture sociale insuffisante, rémunération trop faible.

Depuis la rentrée de septembre, le barreau s'agite. Un vent de réforme a commencé à souffler en novembre à Nancy où des avocats avaient décidé, sous le coup de la colère, de convoquer des états généraux de la profession. L'idée a finalement été abandonnée, le gouvernement ayant offert de négocier. Mais l'agitation persiste. Du 25 au 29 janvier, ce sont les avocats de Valenciennes qui, après ceux de Sud-Ouest et de Tours, se sont mis en grève. D'autres manifestations de mécontentement sporadiques ont eu lieu à Lille et Rouen notamment.

Une réforme de l'aide judiciaire a aussi été promise par le candidat Mitterrand qui a déclaré que, pour ce service, les avocats devaient être rémunérés « aussi justement que possible ». Ce qui signifie qu'un assailli pourrait leur être de toute manière demandé.

Un statut remis en cause

3) La faiblesse des revenus. — Contrairement à une idée répandue, la plupart des avocats ne sont pas riches. En 1981, un membre du barreau sur dix gagnait moins de 5 000 francs par mois et six sur dix avaient un revenu net inférieur à 8 300 francs. Comparés aux salariés, les avocats paient des cotisations très lourdes pour des prestations inférieures. Par exemple, une avocate qui touche de poche à titre d'indemnité journalière, au nom de la solidarité nationale, un montant de 130 000 francs, un avocat paie 14 % de plus d'impôts qu'un cadre.

4) Des menaces sur la profession. — La situation serait plus supportable si les avocats n'étaient pas le sentiment qu'ils sont menacés. Attachés au caractère libéral de leur profession,

ils redoutent que ce statut soit peu à peu remis en cause. D'abord par les compagnies d'assurance dont certains sont devenus les salariés sans nom, de quelle manière le chiffre d'affaires dépend pour une part importante d'un unique assureur ? Ensuite par certains projets visant à réduire le nombre d'affaires soumises aux tribunaux, donc à réduire leur rôle.

Même si M. Mitterrand ne devait pas entrer dans le détail de ces revendications, il ne peut ignorer le malaise du barreau. On lui prêtait l'intention d'insister sur l'importance des négociations qui ont commencé sous la houlette de M. Mauroy, mais aussi d'inviter les avocats à faire preuve de dynamisme. Comme le souligne fréquemment M. Badinter, les professionnels n'est pas à l'agonie. Le droit européen et celui de la consommation notamment offrent aux avocats des perspectives qui, aux yeux du gouvernement, devraient les inciter à moins de morosité.

BERTRAND LE GENDRE.

L'AFFAIRE ROUMÉAS AU TRIBUNAL DE BAR-LE-DUC

La déconfiture d'une société trop généreuse

Bar-le-Duc (Meuse). — Une affaire de banqueroute avec la lyrique des défilés qui peuvent la constituer : présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, destruction de pièces comptables, organisation de faillite, débauche de dirigeants de l'entreprise en cause, etc., ce n'est déjà pas simple. Quand on y ajoute le délit de corruption résultant de découvertes faites au cours de l'enquête initiale, elle se complique encore et l'on ne sait plus ce qui doit l'emporter au moment où la justice se trouve saisie. On le sait d'autant moins qu'en la circonstance le dossier se trouve saisi à un tribunal incontestablement handicapé devant son ampleur, en regard des affaires qui lui sont ordinairement soumises.

L'affaire des établissements Rouméas, société de travaux publics de Ligny-en-Barrois — une faillite de 30 millions de francs, — dont on débattait depuis le 27 janvier devant le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc présidé par M. Marc Merle, est assurément pour cette juridiction une épreuve. Et

la défense des quinze prévenus, représentés par trois avocats parisiens de la légation, ne manque pas de nuire au bon déroulement de la procédure. Les uns et les autres le prennent de haut face à un jeune substitut de vingt-cinq ans, M. Claude Belenger, qui doit soutenir à bout de bras la thèse d'une accusation et d'une instruction dont ils disent pas que pendre. « Voilà, accusent les uns, comment on bâtit un roman ! » « Voilà, rétorquent les autres, comment on mélange tout faute d'avoir ordonné les expertises qui s'imposaient, faute d'avoir entendu et confronté suffisamment. Voilà comment on met des gens au bain de la société pour une instruction que nous ne voulons pas qualifier ! » Le procureur de Bar-le-Duc permet des audaces qui, devant une juridiction spécialisée comme la onzième chambre du tribunal de Paris, ne seraient pas de mise.

Pour critiquer que puisse être l'instruction en cause, le dossier Rouméas n'est pas un dossier vide.

De notre envoyé spécial

la faute ? Aux banques qui consentirent longtemps des découvertes dans la mesure d'une société comme celle-ci, dans le département de la Meuse, où elle avait connu la prospérité dans les années 60, devait être maintenue en raison des trois cents emplois qu'elle offrait, et auxquelles, par la présentation de bilans fallacieux, on pouvait faire croire qu'elle avait encore un avenir ?

Corruption ?

Roland Rouméas a confessé que sa formation ne l'avait pas préparé à des situations comme celle à laquelle il se trouva soudain confronté. Est-ce suffisant pour qu'il n'ait pas pu s'apercevoir que ce n'était pas une bonne façon de gérer que de faire payer par la société les frais de voiture de son épouse et de ceux de son frère ? Bagatelle, certes, que ces 400 000 francs d'essence et de vidanges en dix ans en regard d'un paquet de 30 millions. Mais la bagatelle s'ajoutait à bien d'autres.

Cependant ils ruent dans les brancards, les Rouméas, tout comme leurs épouses, qui peinent à se faire entendre par l'intermédiaire de leurs secrétaires. Mlle Colette Despois, elle aussi inculpée, de ces locations de voitures pour les actions dans sa société, M. Tixier, interpellé, s'est donné la mort pendant sa garde à vue à Paris, en laissant ce mot : « Pour des imprudences, le cachot, c'est trop ».

M. Regard refuse l'amalgame. Le cas de M. Tixier n'est pas le sien, ni de près ni de loin. Il se trouve qu'il a bénéficié d'un mandat de séquestre à l'égard de M. Rouméas. On ne peut pas non plus dire qu'il n'ait pas eu entre amis des actes gratuits.

M. Regard reste amer. On l'a soupçonné de se faire le relais, demi-traitement. Il espère bien que le tribunal, en le relaxant, lui permettra de retrouver ses 30 000 francs mensuels et les avantages qui s'y ajoutaient. La R.A.T.P. elle, a été mise en séquestre avec M. Bouillier et M. Masson, qui sont toujours en fonction. L'avocat de ces deux prévenus n'est pas M. Regard, mais M. Tixier, qui est en fonction de la R.A.T.P. ? Les représentants de la Régie ont été catégoriques : aucun préjudice, aucune preuve, à leurs yeux, de faute quelconque. La R.A.T.P. signifie sans équivoque au tribunal de Bar-le-Duc que ses affaires intérieures ne doivent pas sortir de son giron.

M. Regard, qui a éprouvé bien du mal tout au long de ce débat au terme duquel le jugement sera mis en délibéré jusqu'au 17 février, n'en a pas moins requis des peines sévères : au moins quinze mois avec sursis contre les épouses Rouméas ; trois ans, dont un ferme, contre Claude Rouméas ; deux ans, dont un ferme, contre son frère Roland ; deux ans avec sursis contre Mlle Despois, secrétaire de M. Regard ; cinq ans, dont un ferme, contre son frère, M. Tixier, qui est le dernier, et la même chose contre les deux prévenus de la R.A.T.P., M. Masson et Bouillier, « car nous ne laissons pas la corruption s'étendre, le trafic d'influence devrait l'être ».

Les imprudences et le cachot

Il se trouve qu'il a bénéficié d'un mandat de séquestre à l'égard de M. Rouméas. On ne peut pas non plus dire qu'il n'ait pas eu entre amis des actes gratuits.

M. Regard refuse l'amalgame. Le cas de M. Tixier n'est pas le sien, ni de près ni de loin. Il se trouve qu'il a bénéficié d'un mandat de séquestre à l'égard de M. Rouméas. On ne peut pas non plus dire qu'il n'ait pas eu entre amis des actes gratuits.

M. Regard reste amer. On l'a soupçonné de se faire le relais, demi-traitement. Il espère bien que le tribunal, en le relaxant, lui permettra de retrouver ses 30 000 francs mensuels et les avantages qui s'y ajoutaient.

La R.A.T.P. elle, a été mise en séquestre avec M. Bouillier et M. Masson, qui sont toujours en fonction. L'avocat de ces deux prévenus n'est pas M. Regard, mais M. Tixier, qui est en fonction de la R.A.T.P. ? Les représentants de la Régie ont été catégoriques : aucun préjudice, aucune preuve, à leurs yeux, de faute quelconque. La R.A.T.P. signifie sans équivoque au tribunal de Bar-le-Duc que ses affaires intérieures ne doivent pas sortir de son giron.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN DÉPÎT DE LA NOUVELLE POLITIQUE DE PRÉVENTION

L'incarcération des mineurs ne sera pas supprimée

Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, a clos vendredi soir 29 janvier le colloque organisé à Vaucresson pendant deux jours sur l'éducation surveillée (« le Monde » des 27 et 30 janvier) en rappelant la « nécessité de repenser le droit pénal des mineurs ».

Tous attendaient avec impatience le discours de clôture du garde des sceaux. Ils pensaient à l'organisation spectaculaire de ce colloque devant couronner l'annonce de décisions provoquant un changement radical de la justice des mineurs. Les deux commissions chargées d'étudier la prévention de l'incarcération des mineurs avaient unanimement estimé que « le statut qui était impossible ». Une majorité s'était dégagée pour la suppression totale de la détention provisoire des mineurs, certains estimant qu'on pouvait « procéder par paliers » et d'autres l'interdire pour les moins de seize ans. « A-t-on la volonté politique d'aller contre la détention provisoire des mineurs ? », concluaient dans une commission « C'est un problème de courage politique », renchérissement dans le débat général M. Alain Blanc, juge des enfants à Paris, représentant le Syndicat de la magistrature. Le gouvernement doit proposer, le législateur doit trancher. Il faut redéfinir un ordre public.

« La responsabilité n'a pas besoin de s'étendre à la chaise », ont dit M. Badinter. « Le gouvernement a-t-il la volonté politique ? », a répondu M. Badinter. Le devoir du responsable est de faire en sorte que l'action soit entreprise et que cette action, soit utile pour l'ensemble du pays. Nous sommes dans une démocratie. C'est le Parlement qui fait les lois même si le gouvernement

souvent lui en offre le projet (...). Une majorité d'entre nous se prononce pour l'interdiction, ou l'interdiction par paliers, de la détention provisoire des mineurs. La réalité telle qu'elle se présente. L'approche abstraite est la plus souvent une approche erronée (...). Il faut prendre en compte l'incarcération des mineurs dans des situations humaines. La suppression complète peut relever de la réflexion, de l'analyse, de l'expérience mais ne relève pas de la réalité judiciaire. »

Ce n'était évidemment pas une déclaration propre à susciter l'enthousiasme des quelque deux cent cinquante participants. Il reste que la majorité d'entre eux refusait la suppression totale de la détention provisoire des mineurs, certains estimant qu'on pouvait « procéder par paliers » et d'autres l'interdire pour les moins de seize ans. « A-t-on la volonté politique d'aller contre la détention provisoire des mineurs ? », concluaient dans une commission « C'est un problème de courage politique », renchérissement dans le débat général M. Alain Blanc, juge des enfants à Paris, représentant le Syndicat de la magistrature. Le gouvernement doit proposer, le législateur doit trancher. Il faut redéfinir un ordre public.

JOYANE SAVIGNEAU.

L'état « détestable »

des prisons françaises.

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a estimé que les prisons françaises étaient dans un état « détestable ». Il a ajouté que, pour certaines, elles étaient « en dessous des normes de la convention européenne des droits de l'homme » et que la France pourrait être condamnée à cause de cette situation.

[Cette déclaration de M. Badinter intervient alors que la France vient de ratifier l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme. Cet article permet à tout individu d'être victime d'une violation de la convention de saisir la Commission de Strasbourg. La déclaration du ministre français donne des arguments à ceux qui seraient tentés d'attaquer l'article 25 de la convention. « Nul ne peut être soumis à des peines ou traitements humains dégradants. »]

Le frano du poète.

Déjà relâché à plusieurs reprises par le tribunal de police pour le délit de contravention relevée à son encontre (le Monde des 19 décembre 1979 et 3 janvier 1980), John Guze, qui a écrit, entre autres, *Le poète et le salimbanque*, a obtenu en référé, jeudi 28 janvier, un nouveau sursis, en comparant devant M. Michel Baynaud, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En butte aux tracasseries incessantes des gardiens de la paix du quatrième arrondissement, qui lui reprochent de ne pas se cantonner sur la « place » du Centre Georges-Pompidou, où les balades ont droit de cité, mais d'installer plutôt ses pénales sur la place Edmond-Michel, à vingt mètres de là,

UN PATRON DU NORD

CONDAMNÉ

A UNE PEINE DE PRISON

APRÈS LA MORT

D'UNE OUVRIÈRE

(de notre correspondant)

Lille. — La 4^e chambre correctionnelle de la cour d'appel de Douai, présidée par M. Ascherlin, a condamné, mardi 26 janvier, à six mois de prison, M. Jacques Leroy, président-directeur général de l'entreprise qui porte son nom et qui fabrique des explosifs, à la suite de la mort d'une employée, Mme Eliane Tayelle, fût atteinte de silicose pulmonaire, maladie directement liée à son travail.

La jeune femme porta plainte reprochant à M. Leroy de faire effectuer le travail dans des conditions malsaines, notamment dans des locaux particulièrement sales, et de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour protéger ses employés. C'est en 1975 qu'une employée, Mme Eliane Tayelle, fut atteinte de silicose pulmonaire, maladie directement liée à son travail.

A la cour d'appel, le substitut M. Collet réclama une peine de dix ans de prison dont six mois ferme, et six mois de travail d'intérêt public. C'est le jugement qui avait rendu le tribunal correctionnel de Valenciennes M. Leroy en état de condamner à verser dix mille francs de dommages et intérêts à la C.R.P.T. qui était portée par la justice.

G.S.

Suicide de délégué.

Un délégué de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, Yves Gramblin, s'est pendu dans sa cellule, jeudi 28 janvier, à l'aide d'une corde fabriquée à partir de chaussures.

Double meurtre en Seine-et-Marne.

Un couple d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), M. Gérard Leverrier, trente-neuf ans, photographe, et son épouse Monique, trente-six ans, ont été assassinés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 janvier dans leur pavillon. Leurs quatre enfants, qui dormaient à l'étage, n'ont rien entendu. M. Leverrier a été retrouvé dans sa chambre et son épouse dans la cuisine. A ses côtés se trouvait une double de 22 long rifle. Des traces d'effraction ont été découvertes sur les volets d'une des fenêtres.

Mme Leverrier occupait de plusieurs œuvres sociales et en particulier d'adolescents souffrant de difficultés d'adaptation et placés en milieu ouvert. Les policiers du S.R.P.J. de Versailles, chargés de l'enquête, observent le plus grand mystère sur ce double assassinat.

FAITS ET JUGEMENTS

Le frano du poète.

Déjà relâché à plusieurs reprises par le tribunal de police pour le délit de contravention relevée à son encontre (le Monde des 19 décembre 1979 et 3 janvier 1980), John Guze, qui a écrit, entre autres, *Le poète et le salimbanque*, a obtenu en référé, jeudi 28 janvier, un nouveau sursis, en comparant devant M. Michel Baynaud, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En butte aux tracasseries incessantes des gardiens de la paix du quatrième arrondissement, qui lui reprochent de ne pas se cantonner sur la « place » du Centre Georges-Pompidou, où les balades ont droit de cité, mais d'installer plutôt ses pénales sur la place Edmond-Michel, à vingt mètres de là,

S'il a tenu la responsabilité du maire de Paris, M. Raynaud, d'en a pas moins invité le préfet de police à « interdire l'emploi de mesures d'exception d'office », qui « ne sont autorisées par aucun texte législatif » et, par conséquent, constituent « des voies de fait » en ce qu'elles « ont eu pour effet de porter atteinte à la liberté d'aller et venir et à la liberté d'expression des demandeurs et des passants ».

Double meurtre en Seine-et-Marne.

Un couple d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), M. Gérard Leverrier, trente-neuf ans, photographe, et son épouse Monique, trente-six ans, ont été assassinés dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 janvier dans leur pavillon. Leurs quatre enfants, qui dormaient à l'étage, n'ont rien entendu. M. Leverrier a été retrouvé dans sa chambre et son épouse dans la cuisine. A ses côtés se trouvait une double de 22 long rifle. Des traces d'effraction ont été découvertes sur les volets d'une des fenêtres.

Mme Leverrier occupait de plusieurs œuvres sociales et en particulier d'adolescents souffrant de difficultés d'adaptation et placés en milieu ouvert. Les policiers du S.R.P.J. de Versailles, chargés de l'enquête, observent le plus grand mystère sur ce double assassinat.

La femme Philippe, âgée de seize ans, qui, jeudi 28 janvier, avait déposé un car jusqu'aux Pays-Bas, devait être rapatriée par avion samedi 30 janvier depuis Eindhoven et remis aux autorités judiciaires françaises, nous indique notre correspondant aux Pays-Bas, René Ter Steege.

Les six adolescents qui avaient été pris en otage sont rentrés vendredi 29 janvier en fin d'après-midi, à Braine (Aisne). Ils ont été entendus par des inspecteurs de la police judiciaire d'Amiens (Somme). L'un d'entre eux, Bruno, qui fut le dernier otage, a expliqué que Philippe avait pu revoir Marie, son amie néerlandaise, avant d'être interpellé par la police néerlandaise. Philippe et Bruno s'étaient rendus en auto-stop jusqu'au domicile de Marie après avoir abandonné le car et les cinq autres otages. L'arme a été retrouvée par la police dans un fossé. Plusieurs familles des jeunes lycéens pris en otage ont déposé plainte.

JANVIER 1982

ÉDUCATION

L'interdiction aux mineurs d'un film sur l'avortement et la contraception

LES CENSEURS DE BELLEY

La décision de M. Alain Savary d'inviter l'institution scolaire à « conduire une politique active en matière d'éducation sexuelle », et à participer à la campagne d'information sur la contraception lancée par le ministère des droits de la femme (« le Monde » du 23 décembre 1981), suscite parfois des réactions en province. Ainsi, à Belley (Ain), les activités du club santé du lycée le Promoteur, chargé de ce « dialogue » entre adultes et jeunes, ont provoqué, en décembre dernier, un conflit

entre parents et élèves ainsi qu'entre l'administration et le corps médical de la ville. Le film que voulait projeter les enseignants et les lycéens a finalement été interdit aux mineurs par le maire, M. Charles Millon, député U.D.F. Cette décision locale, qui constitue, illustre la complexité de l'action de l'éducation nationale en ce domaine, comment ne pas heurter les convictions diverses des parents et les susceptibilités du corps médical, tout en satisfaisant la demande des lycéens et des collégiens ?

De notre envoyé spécial

Belley. — Il aura suffi d'un film pour que chacun se dévoile. Un document, un témoignage. Des images qui racontent sans apprêt une expérience : ici, celle du M.L.A.C. (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) d'Aix-en-Provence, de 1976 à 1977. Avortements illégaux, procès, loi Veil... L'histoire d'une lutte et des femmes qui l'ont menée. Le propos est sans conteste militant : « Regarde, elle a les yeux grands ouverts » — c'est le titre que prend en effet un « pouvoir médical ».

De quoi débattre, donc. C'était du moins le sentiment des enseignants et élèves qui, au lycée, ont refusé de voir ce film. Le club santé du lycée le Promoteur, qui, en novembre dernier, acceptèrent la suggestion du Planning familial d'organiser la projection dans les locaux scolaires. Rien ne s'y opposait. Le film n'était pas moins respectable, d'ailleurs, d'autant qu'il était contrôlé et autorisé, d'ailleurs, depuis plusieurs années de ville en ville.

On s'y opposa pourtant, en un curieux ballet où s'entremêlèrent pouvoir parental et pouvoir administratif, ordre public et ordre moral. « Un vrai clochisme », commente le proviseur, M. Buffat, qui serait tenté de réduire l'incident aux dimensions d'une sottise provinciale. Un point de vue sans doute. Mais beaucoup plus aussi : une leçon de choses sur les difficultés de l'information sexuelle à l'école.

En fait, acte. Des parents s'émouvent et demandent à visionner le film préalablement. Les lycéens refusent, tempèrent, crient à la censure. Les professeurs, adhérents de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.-Schlœr), se retournent vers l'administration de l'établissement. Soumis à de fortes pressions — en particulier un appel téléphonique de la « secrétaire du préfet » qui se révèle être un faux — le proviseur, afin de protéger la projection, annonce que la projection n'aura pas lieu au lycée, mais dans un local municipal — le club du troisième âge. Les élèves sont satisfaits. Fin du premier acte.

Au deuxième, le maire entre en scène. Pas d'importance que le maire de Belley soit M. Charles Millon, député U.D.F. en 1978 (Ain, 2^e cir.), M. Charles Millon est à l'heure actuelle, à l'âge de 61 ans, une personnalité nationale, incarnant dans l'adversité la majorité d'hier. Brillamment réélu au premier tour en juin dernier, il ne cesse, depuis, de monter en créneau, dans le débat sur les nationalisations en particulier. Médecins ou parents d'élèves, ses amis sont donc nombreux qui l'adorent d'intervenir. Ils ne seront pas déçus : le 4 décembre, « en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés », M. Millon intervint à la « spectacle » aux moins de dix-huit ans. Dans une lettre aux organisateurs, il s'en explique : « Ce film risque de provoquer, sur le plan local, des protestations suscitées par son caractère, que des familles jugeraient immoral ».

Ordre public, ordre moral

Evidemment, les lycéens n'appréciaient guère. Après avoir investi la mairie à la recherche d'un local, ils obtinrent une entrevue : M. Millon autorisa finalement la vision

du film... aux mineurs accompagnés ou munis d'une autorisation parentale. La projection a ainsi lieu, le 8 décembre, mais sous le « filtrage » vigilant de deux « gardes municipaux » — des employés en uniforme bleu — qui inspectent les cartes d'identité et recueillent les autorisations parentales. Le débat est houleux : les jeunes affirment aujourd'hui, n'y avoir guère en la parole.

Le troisième acte — l'épilogue — se joue encore. Le premier scène a pour cadre le conseil municipal, où l'un des conseillers socialistes s'élève contre les autorisations parentales, encore émoussées par le bureau du maire. Vive polémique, au bout de laquelle lesdites autorisations seront officiellement passées au propre, en présence du conseiller socialiste. Le second tableau risque de se perdre dans les méandres des procédures administratives. Les animateurs locaux du Planning familial envisagent, en effet, de porter plainte contre M. Millon pour « abus de pouvoir ». « N'a-t-il pas pris une mesure d'ordre public en invoquant l'ordre moral, c'est-à-dire les motivations privées ? » interroge M. André Carroz, secrétaire de la section socialiste et membre du Planning.

La jurisprudence est complexe : M. Millon peut invoquer des précédents, des arrêts du Conseil d'Etat ayant approuvé l'interdiction de films par des maires. À Nice, Calais ou Montpellier, — en raison de leur « immoralité », assortie de certaines « considérations locales ». Cependant ces critères sont éminemment subjectifs et les mêmes arrêtés en recommandant un usage prudent (1). La justice pourrait donc départager les plaideurs : mais partout ailleurs, le film du M.L.A.C. était-il immoral à Belley ?

Le pouvoir médical

Ce n'est là que l'écume d'un débat plus vaste. A chacun de se justifier. Car il y a ce que l'on dit et ce que l'on montre : à Belley, certains parentaux ont crié de l'objet de leur censure. « Un film provocateur », clame le docteur Alain Laus, responsable de la P.E.P. De la gynécologie, de la gynécologie, des espèces de guerrières aux pieds nus qui promettent l'autogestion de leur corps, en dehors de la participation du médecin. Le docteur Laus, qui s'avoue « un peu rétro », partage « beaucoup de conceptions » du mouvement « Laïcs des vivres », et dit être le médecin et l'ami personnel de M. Millon, juge « très grave » cette remise en cause du privilège médical. « C'est vrai, ajoute-t-il, qu'il ne faut pas donner aux jeunes l'impression d'apprendre à faire un épave au fond d'un vagin, mais il faut un certain nombre d'années pour savoir préserver la pilule ».

Ses conceptions en matière d'information sexuelle sont arrêtées : « La pilule c'est un médicament. Il faut prévenir des dangers que cela comporte : des risques de mort, pas le traitement de saup, mais qu'elle n'aille pas avorter comme elle va pisser ».

« Par de pareils objets les âmes sont blessées. Et cela fait venir de coupables pensées ».

EDWY PLENEL

(1) En 1981, le maire de Nice avait interdit la projection sur le territoire de la commune de divers films jugés « à caractère immoral ». Le conseil d'Etat, saisi par le ministre de l'Intérieur, a rendu son arrêt le 18 décembre 1980, qui l'interdiction est légale dans la mesure où la projection est susceptible d'entraîner des troubles sérieux ou d'être, à raison du caractère immoral dudit film et de ses conséquences locales, préjudiciable à l'ordre public. Des arrêtés administratifs ont été pris en conséquence. « La jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat doit inciter les maires à ne pas donner aux jeunes l'impression d'apprendre à faire un épave au fond d'un vagin, mais il faut un certain nombre d'années pour savoir préserver la pilule ».

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACROIXE, PARIS-3
Téléphone, (16 voir) : 797-85-64

SCIENCES

L'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Le futur office parlementaire devrait être doté de pouvoirs étendus

Un « office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques », aux pouvoirs sans doute assez étendus, va être créé cette année, très probablement à l'occasion de la session de printemps du Parlement.

L'idée de mettre sur pied un tel office, destiné à donner aux élus les moyens de mieux apprécier les enjeux et les conséquences scientifiques et techniques des textes qu'ils ont, à l'occasion de la session de printemps, par des députés du groupe socialiste.

Le bureau du groupe a approuvé, mercredi 27 janvier, les grandes lignes du projet, préparées par une équipe de députés et de sénateurs. Le sujet devrait être à l'ordre du jour des journées parlementaires socialistes, à la fin du mois de mars. La discussion au Parlement pourrait, éventuellement, avoir lieu au cours de la même période que les débats des deux assemblées sur le projet de loi de programmation « d'orientation pour la recherche et le développement technologique de la France » que le gouvernement va leur soumettre.

L'office, dont la dénomination définitive n'est pas encore fixée, sera commun aux deux assemblées. Ses attributions lui seront confiées par le Parlement. Il devra avoir un statut assez proche des délégations permanentes qui existent déjà au Parlement (par exemple sur l'audiovisuel ou sur les problèmes démographiques). Il réunira un certain nombre d'élus des deux chambres (sans doute plus de députés que de sénateurs, pour respecter la proportion des effectifs de l'Assemblée nationale). Il devra pouvoir lancer ses premières actions au début de 1982, grâce aux moyens qui lui seront affectés au budget de 1982, d'une vingtaine de millions de francs au début.

A la différence de l'organisme similaire qui existe aux Etats-Unis (Office of Technology Assessment), l'office parlementaire, employant un personnel permanent, devra travailler essentiellement en passant des contrats avec des organismes ou des experts extérieurs.

Les programmes pourront s'étaler sur des durées variables : six mois à un an pour des sujets délicats déjà très étudiés (par exemple l'intégrité des superconducteurs), plusieurs années pour des sujets vastes, importants et qui restent à « défricher » (par exemple les impacts du développement de la génétique ou des biotechnologies).

La décision de lancer ces programmes reviendra aux parlementaires membres de l'office. Les conclusions de cette étude d'ensemble — mais ce point n'est pas encore tranché — par une démarche commune d'une soixantaine de députés ou de sénateurs.

L'office sera probablement assisté de deux conseils : un conseil scientifique d'une dizaine de membres, pouvant émettre des avis sur les méthodes à suivre pour réaliser au mieux les programmes décidés ; un comité consultatif d'une quinzaine de personnes, représentant syndicats, organisations professionnelles et associations, pourra aussi donner son avis, notamment sur les méthodes et le champ des travaux.

A l'image des commissions d'enquête parlementaires, l'office devra disposer de pouvoirs d'investigation étendus : il aura jusqu'à l'application de compétences. Mais à la différence de ces commissions, dont les travaux, limités dans le temps, restent secrets à l'exception du rapport final, l'office, permanent, devra pouvoir, en règle générale, travailler au grand jour, notamment en décidant la publication des travaux des enquêtes et des auditions réalisées, voire en intégrant à ces programmes une phase d'auditions publiques.

La création de cet office, qui aura à connaître autant des choix

« scientifiques » que des choix « technologiques » (par exemple pour éclairer les élus sur les « grandes masses » des budgets de la recherche) suscite un profond intérêt au sein du Parlement, affirme M. Robert Chapuis, député de l'Ardèche, l'un des membres de l'équipe qui prépare le projet. Il est vrai que des propositions de ce type avaient été avancées, il y a quelques années, par des élus de la majorité d'alors, notamment M. Julien Schwarz, alors député R.P.R. de la Moselle ; elles s'étaient toujours heurtées au veto du gouvernement. Leurs collègues de la nouvelle majorité ont plus de chances. — X. W.

L'ESA CONFIE A MATRA L'ÉTUDE DU SATELLITE EUROPÉEN D'ASTRONOMIE HIPPARCOS.

La société française Matra vient de se voir confier par l'Agence spatiale européenne (ESA) l'étude technique détaillée (contrat de phase B) du satellite européen d'astronomie Hipparcos. Les conclusions de cette étude d'une vingtaine de millions de francs devraient être rendues dans le courant du mois d'octobre de cette année. Ce n'est qu'après que la phase de réalisation proprement dite du satellite — son coût est estimé à quelque 600 millions de francs — pourra être engagée.

Par ses performances en orbite, le satellite Hipparcos devrait permettre le renouvellement d'une partie fondamentale de l'astronomie : l'astrométrie. En mesurant de manière précise les positions de quelque cent mille étoiles pour connaître leur distance et leurs mouvements (le Monde du 7 mars 1980). La précision requise pour ces mesures est de deux millièmes de seconde d'arc — son coût est extrêmement difficile à obtenir. Du succès obtenu dans la mise au point des instruments de ce satellite dépendra donc la réussite de cette mission de deux ans et demi, confiée au satellite Hipparcos, qu'Airbus lancera du centre spatial guyanais en 1986.

CARNET

Naissances

— François Lepout et Marie Christine, né Guérollet, laissent à Marine la joie d'annoncer la naissance de Renaud.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

— Marie-Françoise et Dominique, né Lacroix, laissent à leur fille, née Pauline, la joie d'annoncer la naissance de Pauline.

Décès

— On nous prie d'annoncer, le décès de

Mme Marcel EUNOUST, née Jeanne MICHEL.

survécu le 27 janvier 1982.

Le service religieux aura lieu le 1^{er} février, à 8 h 30, à l'église Saint-Jean-de-Chantal, Paris 10^e.

De la part de M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

Anniversaires

— Le 31 janvier 1982 disparaissent

M. Robert LACHAUD,

Ceux qui ont gardé son souvenir auront une pensée pour lui.

— Il y a six mois,

docteur Maurice RODDIE,

Mort à tous ceux qui l'ont aimé de garder vivant son souvenir en nous.

128, avenue de Suffren,

75015 Paris.

— M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

M. et Mme Eunoist.

Le Monde

culture

MUSIQUE

LOHENGRIN, A L'OPÉRA

Les limites d'une mise en scène

La nouvelle présentation de Lohengrin, l'opéra de Wagner (où l'œuvre d'après 1959) s'inscrit de façon fort étonnante au répertoire ; elle ne laisse sans doute pas de très grands souvenirs.

Comme à l'habitude en décembre, c'est le directeur musical, surtout qui en fait le fait. L'administrateur de l'Opéra de Bayreuth, Christoph von Dohnanyi, donne à la partition toute sa grande mystérieuse, sa rudesse guerrière, violence et sa tendresse, même le prélude avait d'abord paru un peu comme un miroir, sans tout à fait de mouvement intérieur. Mais ensuite, le caractère certes plus sévère, plus allemand qu'Abbas, l'orchestre et les Chœurs de l'Opéra sonnant avec une magnificence d'une transparence exceptionnelle qui n'était pas le cas des dernières années.

La distribution est officiellement contestable avec des chanteurs d'aujourd'hui, une réponse qui n'est cependant pas absolue. Peter Hofmann (le Siegmund) chante à Bayreuth, est très supérieur à René Kollo, blond et beau lituanien, malgré un port souvent bas, aussi expressif que possible dans le rôle fort statique ; sa voix, très belle, a un accent prenant, surtout dans les envolées soutenues, tel le rôle du Grail, bien que la harmonique et l'effet du timbre paraissent un peu lourds dans les phrases plus épiques.

Anna Tomowa-Sintow, qui aussi l'Elze de Milan et qui vit d'enregistrer le rôle avec Karajan, semble cependant un personnage assez fade avec une voix très déconcertante, au timbre superbe quand elle plane, mais qui, dès que les paroles se pressent dans sa bouche, se désintègre comme un violon qui abuserait du vibrato. A l'opposé, l'Ortrude

d'Eva Randova rayonne de puissance, maléfique ; la voix sauvage aux relents fauves profite des imprécisions, distille son venin, avec une richesse d'intonation, une beauté de style, qui surpassent celles de tous ses collègues, y compris le Tétramand de Siegmund Nimsgern, toujours à la limite du mélo, qu'elle domine et agit comme un phénix. On admire aussi le roi Henri de Robert Lloyd, belle voix et grande présence, et le rude Hérault de Jonathan Summers.

Jacques Lassalle faisait ses débuts de metteur en scène d'opéra, en compagnie de Yannis Kerkiras, comme décorateur. Vision superbe, au premier acte, de ses deux flammes dans un éclairage gris perle, teinté de soleil, de mer du Nord, correspondant idéalement au lieu de l'action, les bords de l'Elbe ; et les groupes de soldats aux reflets gris-bleu, la forêt des lances, les bourgeois, leurs épouses, malgré des costumes assez fantaisistes, formaient des images saisissantes sur ce ciel infini.

La mise en scène se limite malheureusement à ces éclairages et beaux groupes. Le deuxième acte, en particulier, est déplorable avec ce décor de garages en béton, ce défilé en plusieurs temps et sans contrastes qui n'en finit pas « par la faute » de la longueur de la musique, et maintes maladresses et invraisemblances, comme le long détour que fait Elsa à travers les souterrains pour aller à l'Ortrude le temps de jeter ses cris de haine, alors qu'un escalier de quelques marches (qu'elle emprunte en remontant) lui aurait permis de la rejoindre en quelques secondes.

Au troisième acte, l'immense baie vitrée de quelque studio moderne de Megeve donnant sur les pentes neigeuses du mont d'Arbois (pour le symbole nuptial), la porte dérobée à laquelle Lohengrin arrive (en réalité) à sa nuit de nocces, le cercueil d'Ortrude, enfermé Tétramand (quelques instants après son décès) et mais autres détails ne sont guère plus heureux, tandis que la direction d'acteurs paraît presque toujours assez fautive. De tout cela se dégage l'impression d'une interprétation musicale de haute tenue qui serait plus convaincante si le spectacle, les attitudes, les rapports entre les personnages, rejoignaient l'intensité commune à l'orchestre par Dohnanyi.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Dans l'acte sur Costor et Polux (Lohengrin, 1^{er} acte), il était fait allusion au fait de Nitz, et non de Zelt, qui est égaré par la marque SUI, mais centré par la marque SUI.

MUSÉES

LA GRÈVE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Terrain vague

« On lutera jusqu'au bout », affirment les employés. On ne peut pas payer, c'est tout », répond le patron. Ce conflit entre la société de nettoyage la Prévoyance et soixante de ses salariés serait banal s'il ne mettait en cause le fonctionnement du Centre Georges-Pompidou, qui a dû fermer ses portes au public depuis le 10 janvier, pour cause d'hygiène (le Monde du 16 janvier). La lutte des soixante salariés, marocains pour la plupart, a mis fin à la marche vers la culture des vingt-cinq mille visiteurs quotidiens de Beaubourg. La grande machine a été transformée soudain en terrain vague. Les débris et les papiers gras abandonnés par le public tout au début de la grève, avant la fermeture du centre, jonchent le sol du grand hall jusqu'aux mezzanines et jusqu'à l'escalier mécanique.

L'argumentation des grévistes, tout de la C.G.T., est quelquefois difficile à suivre : leur français est en effet le plus souvent balbutiant et l'expérience des luttes est récente dans cette société où un comité d'entreprise n'a été créé qu'en 1981. Le contentieux est d'autant plus lourd avec une direction accusée de brimades, et la fermeté de ces grévistes trop longtemps silencieux est d'autant plus grande. Les propositions faites par le médiateur nommé par le gouvernement au début de la semaine ont été publiquement refusées le vendredi 29 janvier par ces employés qui ont rappelé leurs revendications : 3 700 francs nets par mois, un treizième mois, une organisation des équipes qui permette d'être autres à ceux qui vivent loin de chez eux, la libération des horaires de travail. Jacques-L., disant-il, le plus grand arbitraire a régné dans le planning de la société.

Le soutien syndical

Autant de revendications qui furent rejetées en bloc dès le début de la grève. La prime de fin d'année à 1 000 francs, et l'augmentation de 1,15 franc par heure de travail (3 200 à 3 400 francs nets de salaire) n'étaient proposées au début de semaine qu'après l'intervention de la direction du Centre Georges-Pompidou, qui avait obtenu l'accord de la Caisse des marchés de l'Etat pour une bonification du contrat liant avec la société la Prévoyance. L'état d'esprit des responsables de cette entreprise familiale, créée en 1896 n'est guère propice à la négociation ; ils racontent comment, lors d'un conflit précédent, ils étaient

venus avec d'autres accomplir le travail des grévistes. Cette entreprise, qui compte « entre 200 et 250 employés », multiplie les contrats à durée déterminée pour retrouver cette période faste d'il y a deux ans, où « aucun salarié n'était fatigué ». C'est l'intersyndicale de Beaubourg qui les a influencés », affirment les responsables de la Prévoyance.

Les syndicats du Centre Georges-Pompidou ont apporté un soutien, en effet, aux travailleurs en grève, et ils demandent la titularisation de ces personnels. Au siège de la Prévoyance, occupé par les grévistes, c'est en présence d'un membre de l'intersyndicale et du secrétaire du P.U.L.-C.G.T. du quatrième arrondissement que les discussions s'engagent avec Rachid, le jeune secrétaire de la section C.G.T. de ces employés du nettoyage. Ce soutien syndical n'a pas semblé entraîner une forte mobilisation chez les quelques mille deux cents employés du Centre Georges-Pompidou, qui continuent dans leur immense majorité de travailler. Ils étaient seulement une trentaine, le 29 janvier, à participer à la conférence de presse organisée conjointement par leur syndicat avec les grévistes.

La lutte de ces employés de la Prévoyance ne trouve guère plus d'écho parmi les commerçants du quartier Beaubourg, déserté depuis la fermeture : tous affirment que leur chiffre d'affaires a diminué « de la moitié », et certains regrettent que le quartier n'ait pas une vie artistique plus intense indépendamment du Centre : « Nous sommes devenus des marchands du Temple, le quartier Beaubourg n'est qu'un lieu de passage et non le refuge pour le monde de l'art qui avait été promis au départ par Georges Pompidou », déclare M. Christian Bodin, vice-président de l'Association des riverains et des commerçants du quartier.

Au ministère de la culture, l'administration de tutelle, on observe la plus grande prudence. « Le médiateur, dit-on, doit permettre que les négociations reprennent et qu'une solution se dégage rapidement. On verra seulement alors comment la financer. » La titularisation du personnel, évoquée notamment « à terme » par les militants socialistes du Centre, n'est pas envisagée au ministère, à court terme. « On étudie le problème », répond-on simplement à cette question.

NICOLAS BEAU.

ARCHÉOLOGIE

MARSEILLE RETROUVE SES SOURCES PHOCÉENNES

(Suite de la première page.)

Contrairement à ce qui s'était passé à la Bourse et grâce aux leçons qui en ont été tirées, les archéologues ont été appelés à la démolition des immeubles vétustes bordant les rues des Grands-Carmes et des Présbiteries. Ils ont donc commencé à fouiller avant que ne s'ouvre le chantier de construction de cent vingt logements sociaux et d'équipements publics (centre social, crèche, école maternelle, gymnase, centre de protection maternelle et infantile).

Ces premières fouilles, placées sous l'autorité de M. François Salviat, directeur des Antiquités historiques de Provence, ont été conduites sous la responsabilité de M. G. Bertucci, conservateur des fouilles à la direction des Antiquités. Elles viennent de faire l'objet d'un rapport sommaire qui situe d'ensemble leur importance et leur valeur.

Traversant en bloc le secteur, se dirigeant au nord vers le boulevard des Dames, les vestiges qui sont apparus limitaient la ville vers l'est. Des témoins subsistent, qui appartiennent à l'époque du Moyen Âge construite en blocs de conglomérat liés dans un béton très dur avec des chaînages verticaux de pierres roses provenant de la carrière de la Couronne, proche de Martigues (Bouches-du-Rhône). Ces pierres (2) ont manifestement fait partie du rempart grec d'époque hellénistique (deuxième siècle avant Jésus-Christ), dont on a aussi retrouvé les vestiges, et, plus tard, elles ont été réemployées dans la muraille médiévale. Les blocs sont analogues à ceux de la Bourse, et ils attestent des mêmes techniques que celles des fortifications bordant le port antique : appareil en grands blocs à joints secs, encoches pour les pincées de manutention, traits de soie et marques des carriers. Plusieurs assises sont bien conservées. Le tracé général de la fortification qui résista à César apparaît avec netteté. Il rejoignait le bord d'une falaise qui surplombait ce qui est devenu le boulevard des Dames.

A l'intérieur de cette ligne fortifiée, entre le rempart et l'église des Carmes, c'est-à-dire à l'intérieur de la ville antique, on a retrouvé des couches archéologiques qui témoignent de l'occupation du lieu dès le sixième siècle avant Jésus-Christ. C'est un point capital, car on ne savait pas que, dès sa fondation, la cité grecque avait atteint de pareilles dimensions. On la croyait circonscrite à la butte des Moulins, le long du port, et certains auteurs ont même affirmé longtemps que la butte des Carmes était hors les murs, au moins jusqu'à l'époque hellénistique.

Les trouvailles de l'époque archaïque, donc particulièrement précieuses parce qu'elles règlent définitivement

le problème du développement de la ville dès le sixième siècle avant Jésus-Christ et constituent l'illustration la plus probante de l'ampleur de la colonisation phocéenne.

Les niveaux antiques plus récents, fouillés en 1981, avaient déjà révélé l'existence d'un véritable quartier d'artisans potiers dont on a exhumé des restes de four, des céramiques rubrées, des amphores et un atelier de taille de pierre de la Couronne (le Monde du 30 septembre 1981).

Le matériel de la première époque de vie urbaine a révélé une abondante céramique à archaïsme antique : coupes ioniennes, fragments de vases décorés de figures noires, coupes « à yeux » de la fin du sixième siècle, cols d'amphores corinthiennes et d'autres d'importation étrusque, punique, ainsi qu'une céramique de production massaliote très bien représentée.

En l'état actuel des travaux, les couches les plus profondes n'ont pas encore été fouillées, mais on a observé pourtant l'angle d'une construction en grand appareil de calcaire blanc, contigu à un mur de moellons sans mortier, profondément noyé dans le remblai des remparts hellénistiques. Les couches d'occupation archaïque n'ont été trouvées à Marseille que très rarement. Elles n'ont jamais été exploitées avec précision. Sur le site de la Bourse, les observations n'avaient porté que sur de petites surfaces. Ici, aux Carmes, c'est tout un secteur de la cité qui commence à apparaître, et on en attend des révélations sur la vie quotidienne des tout premiers « Massaliotes » de la première génération, sur leur artisanat, leur économie, leur commerce, leur mode de vie, leurs rapports avec les « indigènes » et avec leur mère patrie, Phocée.

« Ce n'est pas seulement un intérêt scientifique d'ampleur nationale et internationale qui est en jeu, écrivent les auteurs du rapport. Il s'agit de documents exceptionnels pour l'histoire de notre civilisation mais aussi pour la naissance de notre plus ancienne ville. Ce sont peut-être les dernières archives de ce genre encore vivantes. »

Les archéologues réclament à présent des moyens et du temps. L'opération d'urbanisme est, bien entendu, suspendue. La municipalité s'efforce d'obtenir de l'Etat qu'il prenne en charge les conséquences du report (ou de l'annulation) des travaux qui devaient commencer le 1^{er} février.

JEAN CONTRUCCI.

2) Ces pierres de la Couronne qui étaient transportées par mer, ont pratiquement servi à construire Marseille depuis l'Antiquité jusqu'au dix-huitième siècle. On les retrouve dans tous les monuments antiques et anciens.

DEUX DISPARITIONS

Le peintre surréaliste Félix Labrie

Le peintre surréaliste Félix Labrie est mort à Paris le 27 janvier. Il était âgé de soixante-neuf ans.

De Félix Labrie, surréaliste indépendant, venu trop tardivement à Paris pour avoir pu assister à la genèse du mouvement de Breton, qui n'a pas en tête l'image d'une de ses femmes splendides, au corps bleu méticuleusement peint ?

Né à Douai en 1905, venu à la peinture en autodidacte, Félix Labrie a commencé sa carrière dans le Nord, au début des années 20. Il est lié aux poètes et peintres d'Ostende, fréquentant Ensor, dont il subit l'influence, s'occupe d'une revue, *Tribord*, d'un club de cinéma, expose à Ostende, Anvers, Amsterdam, Bruxelles, tourne un film surréaliste : *La Mort de Venus*, avant de s'établir à Paris, en 1933. Il devient alors l'ami de Desnos, des frères Prévert, d'Éluard, de Soupault.

Ses premières toiles surréalistes datent de 1938, et c'est pendant la guerre qu'il fixe son style sec, précis, qui avoue ses affinités avec les surréalistes belges.

Il peint alors des nus féminins nus qu'il enfouit dans des feuillages (*L'Arbre anthropophage*, 1941, *L'Explorateur*, 1944), des bustes aux seins nus, des têtes couvertes de linges, des vêtements de peau tendus sur une autre peau, des corps voilés-dévoilés entourés d'accessoires, qui relèvent de l'érotisme-sacré.

Labrie est resté toute sa vie fidèle à l'esprit du surréalisme, alliant à la précision de l'art de la culture du chignon et au culte de l'étrange, à l'usage très certain de l'humour. Ce personnage truculent et joyeux, assés avec l'âge, avait été élu à l'Académie des beaux-arts en 1966. Il en avait été le président en 1981, mais, déprimé, il avait dû, à plusieurs reprises, se faire remplacer.

Outre ses toiles, il se livre à une importante œuvre pour théâtre, le ballet, l'opéra. On lui a, en effet, plus de soixante-quinze scénos depuis 1934, date de *Alceste*, sa mère, d'après Faulkner, à l'Atelier, pour Barrault, avec qui il travailla souvent.

GENEVIEVE BREERET.

Le critique Gilles Sandier

Le critique théâtral Gilles Sandier — de son vrai nom Georges Salé — est mort, vendredi 29 janvier, des suites d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-huit ans (nos dernières éditions datées 30 janvier). Son dernier compte rendu est paru dans le *Matin*, ce samedi 30 janvier.

Il y analysait la pièce de Tilly et Hermon, *Spaghetti bolognese*.

Jean-Louis Mingalot qui partageait avec Gilles Sandier la rubrique théâtrale écrit dans ce même numéro : *« Sa curiosité de la création théâtrale, dont il était devenu une des rares mémoires, était immense. Il ne se lassait jamais, même si certains soirs de générale, nous l'invitions à sortir joliment. Il lui arrivait de changer d'opinion, de nuancer ses propos, jamais fermé à la découverte ni à la discussion. »* Les derniers débats du Verger au Festival d'Avignon avaient montré qu'il savait aussi écouter. Nos divergences de goût étaient sans gravité, nous les confrontions avec plaisir, parfois avec vigueur. Sa mort brutale y met fin.

[Né en 1924, ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé de lettres, Gilles Sandier a enseigné dans divers lycées parisiens, tout en tenant la critique dramatique, depuis une vingtaine d'années, dans divers journaux dont le *Quinze littéraire* et le *Matin*. Il venait également d'entrer à Antenne 2, pour collaborer au magazine *Ensemble-moi* au théâtre.

Ses engagements à la tribune de critique « Le Matin » et la Plume » faisaient pendant à ceux de Jean-Louis Bory, dont il était l'ami, avec qui il avait vécu passionnément le rêve de mai 1968 et avec qui il militait contre la répression de l'homosexualité.

Porté aux extrêmes et aux formulations coléreuses, Gilles Sandier a soutenu les expériences théâtrales les plus révolutionnaires à leur époque, Brecht, Genet, le Living Theatre, Chéreau — qu'il a leur reproché ensuite de le décevoir par leurs facilités. — R. F. D.]

★ Le volume des investissements dans la production de films de long métrage en 1981 a progressé de 28,37 %, par rapport à 1980, indique dans son communiqué le Centre national de la cinématographie.

CLAUDE LÉOUTER.

VARIÉTÉS

La firme le Chant du monde dépose son bilan

Vendredi 29 janvier, tandis qu'au Palais des festivals de Cannes s'achevait le seizième Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) où M. Lang, ministre de la culture, avait affirmé l'importance accordée au disque par le gouvernement en tant qu'objet culturel à part entière, à Paris, l'une des rares firmes discographiques françaises, le Chant du monde, déposait son bilan.

Née au temps du Front populaire sous l'impulsion de Léon Moussinac, le Chant du monde fut la première firme en France à allier l'édition discographique et l'édition graphique.

Dès ses débuts, le catalogue du Chant du monde eut le visage qu'on lui connaît ces dernières années : des musiques populaires de France et du monde entier, des œuvres classiques de jeunes compositeurs, des œuvres de compositeurs soviétiques, des chants de luttes révolutionnaires, des chanteurs puisant dans la musique traditionnelle de leur pays une source d'inspiration pour des chansons engagées dans leur temps.

Représentant exclusif des enregistrements soviétiques en France, le Chant du monde a présenté aussi le résultat des recherches des collec-

teurs dans les campagnes françaises dans la série « Anthologie de la musique traditionnelle française » et, sous l'égide du Musée de l'homme et du C.N.R.S., le fruit des recherches ethnologiques dans la collection « Tradition musicale des cinq continents ».

Producteur indépendant, soutenu dans le domaine des variétés des ventes artistiques par tous les journaux, le Chant du monde avait par ailleurs un réseau de distribution qui dans la nouvelle restructuration de l'industrie discographique, apparaissait de plus en plus difficile à maintenir. Un effacement de son propre marché ces deux dernières années a conduit au dépôt de bilan.

Il semble qu'une partie du personnel du Chant du monde souhaiterait constituer une nouvelle société d'édition phonographique qui négocierait avec le syndicat de la musique pour reprendre la part plus saine de la firme, s'associerait pour la distribution avec une société comme Harmonia Mundi et maintiendrait ainsi une carte d'identité originale.

CLAUDE LÉOUTER.

CINÉMA

LE GRAND PARDON, d'Alexandre Arcady

Un tournant pour Roger Hanin

On l'a vite appris, avant sa sortie, par la télévision et le « bouche à oreille » : le *Grand Pardon* est — quelle chance pour notre cinéma ! — l'équivalent français du *Parrain*. Ce rapprochement avec le film de Coppola n'est pas faux si l'on s'en tient au sujet : la vie et les déboires d'une « famille » de gangsters à façade honorable (ici, des juifs pieds-noirs venus d'Algérie en 1962), un clan sur lequel règne l'ordre patriarcal. En fait, le *Grand Pardon* se rattache directement à toutes les adaptations de romans d'Albert Simonin, Auguste le Breton et quelques autres qui firent la Série noire française.

Avec le *Coup de couteau*, Alexandre Arcady avait réalisé un film sympathique sur le déracinement, l'exil en France d'une famille de « petits blancs » d'Algérie. Une grande importance est donnée aux traditions culturelles et religieuses du clan Bertout : cérémonie de la circoncision du dernier-né, enterrement et jour du « grand pardon » qui est aussi, pour le chef du clan, celui de la vengeance, en dépit de la loi divine. Ces traditions donnent une grande vérité humaine au personnage interprété par Roger Hanin. L'acteur, déjà revenu à ses origines de Français d'Algérie dans *Certaines nouvelles de Jacques Davia* et le *Coup de Si-racoco*, prend ici un tournant analogue à celui de Jean Gabin, autrefois, avec *Toucher pas au grisk*. Incontestablement, sa composition est remarquable, dans le comportement et la psychologie de Maurice Bertout. Mais en poussant son intrigue vers la tragédie, Alexandre Arcady a retrouvé tous les stéréotypes de la guerre des

gangs et de la violence chers à la Série noire de confection. La mise en scène (en pansévision) sacrifie l'étude de mœurs aux « morceaux de bravoure » spectaculaires.

Et puis, une ambiguïté qui appelle beaucoup de réserves pèse sur le *Grand Pardon*. En dépit de leurs actes criminels, les membres du clan Bertout, Maurice surtout, ne sont pas forcément antipathiques, au contraire. De plus, Bertout fait alliance avec le chef d'un clan arabe venu, comme lui, d'Algérie. Les anciens adversaires, nostalgiques du pays natal, mènent à présent le même combat contre Villars (Bernard Giraudeau, incarnation froide et déterminée du mal), qui brouille les cartes à son profit. « *Le Français nous a niqués tous les deux* », dit l'Arabe à Bertout avant l'élimination du petit caïd parisien qui est peut-être bien (pour aggraver son cas ?) homosexuel. Cette forme de racisme à rebours ne saurait être justifiée. Même si, Français de la métropole, un commissaire de police fasciste (Jean-Louis Trintignant à une tête éfroyante) déclare à Bertout : « *Je vous méprise, vous sentez l'huile* ». Il est bien évident que, malgré l'apport émotionnel de Roger Hanin, les anciens rapatriés d'Algérie, juifs ou non, ne peuvent être représentés par ces « héros » du banditisme envers lesquels le réalisateur semble éprouver et veut nous faire éprouver une sorte d'attachement. Idéologiquement, tout cela n'est pas net et demande réflexion.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Je t'aime à la mort

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GRAND PRIX
DU CINEMA FRANÇAIS
LOUIS LUMIERE

PRIX
DE L'ACADEMIE FRANÇAISE
JEAN LE DUC

PRIX DE LA CRITIQUE
GEORGES MELIES

PRIX
DU MEILLEUR SCENARIO
FESTIVAL DE MONTREAL

PRIX
DE LA PRESSE ETRANGERE

CESAR 1982
8 NOMINATIONS



1000

1



Vu SIGNÉ ANNE GAILLARD

Anne Gaillard pense-t-elle que les téléspectateurs avaient parié toute la semaine sur le sujet de son émission, qu'elle avait soigneusement tenu caché ? « Le secret est enfin levé », a-t-elle déclaré d'entrée, triomphale, et l'on a retrouvé la voix péremptoire qui, il y a quelques années, chamboulait les habitudes des auditeurs de France-Inter. Les ententes liées de près, d'ailleurs, car le secret, et pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'être au premier dossier, intéressés en soi mais trop arides.

Anne Gaillard a été l'indignation, qui est le moteur systématique de son entreprise de salut public. Elle avait des documents, elle nous a intrigués, impressionnés. Nous avons pris sur le fait un personnage dissimulé par un cache, qui donnait le message d'augmenter les tarifs. Tout cela a passé malheureusement trop vite pour qu'on ait vraiment le temps de prendre la mesure du scandale dénoncé. Mais enfin, il y avait un côté à l'information explosive qui renait au moins l'attention.

Plus concrètes ont été les images où deux commerçants, MM. Chapelle et Imfi, ont expliqué les risques qu'ils avaient pris en révolutionnant le marché, en vendant l'électroménager moins cher qu'ailleurs. Après d'autres rencontres avec d'autres commerçants, le téléspectateur a compris que les grandes surfaces pouvaient exercer des pressions sur les fabricants, que ceux-ci finissent par se livrer aux excès du refus de vente, quand le concurrent des grandes surfaces refuse d'aligner ses prix. Cela s'appelle le racket de la distribution.

Muni de renseignements peu réjouissants — les vendeurs ont des commissions, ils n'ont pas tellement intérêt à orienter le client vers des appareils bas de gamme, bas prix ; 34 tonnes de médicaments ont été perdus, toujours pour un problème de refus de vente, — le consommateur a pu ensuite avoir du mal à suivre le débat. Le rapporteur de la commission de la consommation, le président de la consommation des prix du C.N.P.F., le conseiller de M. Delors en ces matières, le président de la FENACEREM, Edouard Leclerc, et un représentant de l'Union fédérale des consommateurs, se sont gravement (parfois vertement) affrontés. Ah ! oui, il y avait aussi M. Monory, ancien ministre, qu'Anne Gaillard avait d'abord oublié d'annoncer. Bref, il y avait beaucoup de monde, et ils avaient beaucoup de choses à se dire. Peut-être la présence du téléspectateur ne s'imposait-elle pas.

Au milieu de ces gens, Anne Gaillard distribuait la parole, tantôt ceux qui n'étaient pas assez scandalisés ou ne répondaient pas assez vite ou assez clairement. Son agressivité toujours prête, à défaut d'être toujours justifiée, passe seulement moins bien à l'écran qu'au micro, mais avec une émission par mois, elle aura le temps de l'affiner.

CLAIRE DEVARREUX.

France Culture

M. Alain Durel est nommé chef du programme musical

M. Alain Durel vient d'être nommé chef du programme musical de France-Culture par Mme Michèle Cotta, président-directeur général de Radio-France, en remplacement de M. Guy Erismann, nommé récemment directeur adjoint chargé de la production musicale et de la décentralisation (Le Monde du 4 novembre). M. Durel est également chargé d'une mission de coordination entre la direction de la musique du ministère de la culture et celle de Radio-France, dans le domaine de la création.

(Publicité)

Tous les spécialistes des nouvelles images pour la télévision seront présents au Forum organisé par l'INA, dans le cadre de 22^e Festival de Télévision de Monte-Carlo les 5, 6 et 7 février.

Renseignements et inscriptions de dernière minute :
L.M.V.
Michel Debord
Téléphone : 747-12-80.

Samedi 30 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polac. Les vigiles et les sociétés de gardiennage.
- 21 h 30 Série : Dallas. Récit, réal. L. Katzman. Au rendez-vous, J.-R. est menacé par Sue Ellen. Lucy aide Roy à sortir d'une situation périlleuse.
- 22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept. Émission de J.-L. Burgat et E. Gilbert. Au sommaire : au Zimbabwe, les Blancs et l'égalité raciale ; Le grand pardon : concertation et marketing ; Daniel Guichard : La télévision italienne et l'explosion des télévisions libres.
- 23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.



- Réal. : M. Drucker. G. Rémond, D. Guichard, Svetlana, J. Rochefort, etc.
- 21 h 30 Théâtre : Récit. De S. Joubert. Avec P. Paschalis, C. Nelson, M. Bismuth.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 La Chartreuse de Parme (dernier épisode).

D'après Stendhal. Réal. M. Bolognini. Avec A. Ouchipniti, M. Keller, G. M. Veloso, etc. Fabrice Del Dongo échappé de la citadelle devient prédateur. C'est la fin pour son grand désespoir le marquis de Cressant.

Les collectionneurs

Maurice Rheims

un livre publié aux
Éditions Ramsay

- 21 h 25 Au milieu de la ville, un champ de blé. Réal. : L. de Kermadec. Le Festival mondial du théâtre de Nancy en 1981 ; thème : les États-Unis.
- 22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, L'Arabe, de F. Wolden. Avec : M. Barreau, M. Simon, etc.
- 21 h 37, Musique : Carpentier. L'œuvre d'Ad lib, avec M. de Bréville.
- 22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Die tote Stadt », de Kornfeld, par le Nouvel Orchestre philharmonique et Chœurs de Radio-France, dir. H. Lewis, chef des chœurs. A. Poulenc, violon solo, M.A. Nicolas, Soliste ; C. Byrne (Paul), R. Roca (Marta), R. Hume (Birgitta) ; Kique IV ; G. Mahler : œuvres de Brahms.
- 23 h, La nuit sur France-Musique.

Dimanche 31 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 La source de vie.
- 10 h 15 Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h 15 Célébration avec le père Saint-Laurent d'Ollioules, prédicateur : Père M. Quat.
- 11 h 55 Ski. Championnat du monde à Schladming (descente hommes).
- 12 h 30 Tête-à-tête.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 20 Mise en boîte.
- 14 h 15 Toute une vie dans un dimanche (et à 17 h 15).
- 15 h 25 Sports dimanche. En direct de l'hippodrome de Vincennes : Sté : championnat de comode ; Écuries : challenge Martini ; Grand Prix d'Amérique.
- 19 h Pleins feux. Magazine culturel de J. Artur et C. Garbin. Chef de Chœur : Jean-Luc Comen, au Théâtre des Variétés ; Trio de K. Koster, mise en scène d'A. Arles, etc.
- 19 h 30 Les animaux du monde. Les oiseaux.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 30 Cinéma : Le Sauvage. Film (réalisé de J.-P. Rappeneau (1975), avec Y. Montand, C. Desnoes, L. Vanucci, T. Roberts, D. Wynter (rediffusion)). Un homme d'affaires a choisi de vivre retiré du monde dans une île au large de Caracas. Une jeune fille en rupture de fiançailles vient troubler sa solitude.
- 22 h 20 Sport dimanche soir.
- 22 h 40 A Bible ouverte. Le livre de Job, avec E. Wiesel.
- 22 h 55 Journal. Extraits du « show » télévisé organisé par M. Reagan à l'occasion de la journée de solidarité avec le peuple polonais.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 15 Dimanche Martin.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- 14 h 25, 15 h 25, 16 h 25, 17 h 25, 18 h 25, 19 h 25, 20 h 25, 21 h 25, 22 h 25, 23 h 25. Les voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Théâtre.
- 17 h 05 Série : L'île aux trente cerveaux. Vingt-trois ans de sa vie et de sa carrière horripilante que le mystérieux Varski, son mari, est vivant.
- 18 h 15 La course autour du monde.
- 19 h 15 Stade 2.
- 20 h 15 Journal.
- 20 h 35 Festival du cirque de Monte-Carlo. Réal. : G. Paggi. Le cirque italien, russe, coréen, roumain, etc.
- 21 h 40 Série documentaire : Les métiers dangereux et spectaculaires. Réal. : O. Karsenty, P. Legendre. Le portrait de Jack Leizman et de sa famille spécialistes de la démolition d'immeubles à l'explosif.
- 22 h 35 Extraits du « show » télévisé organisé par M. Reagan à l'occasion de la journée de solidarité avec le peuple polonais.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Émissions de l'U.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés : Mosquée.
- 13 h 45 Dessin animé : Mister McGoo.
- 14 h La souprière à des oreilles. Une émission de Pina et P. Boute.
- 15 h 15 Dramatique : Le Loup blanc. D'après P. Féval. Réal. : J.-P. Decourt et H. de Turenne (dernier épisode). Hervé de Vauvray, l'assassin des biens du marquis, veut se débarrasser du capitaine Didier. Georges retrouve heureusement son bien et ses terres.
- 16 h 15 Un comédien lit un auteur. Isabelle Elmi lit René Elmi.
- Des extraits de Com. confessions générales, de René Elmi, un service profane.

- 17 h 15 Théâtre de toujours : La Coriaria. D'A. Tolstoj. Mise en scène : P. Brook. Avec N. Arustup, C. Fret, C. Evard, R. Marzani, N. Parry.
- 18 h 15, 19 h 15, 20 h 15, 21 h 15, 22 h 15, 23 h 15. Dans une maison morte, théâtre intemporel aux murs colorés, tournent les déesses et les jolies d'une famille russe. Les comédiens sont remarquables.
- 19 h 15 Prélude à l'après-midi. L'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. : M. Plasson. Soliste : A. Lagoy.
- 19 h 40 Spécial DOM-TOM. Voyage à Mayotte en Polynésie française : Le percussionniste H. Guédon.
- 20 h 15 Série : Benny Hill.
- 20 h 30 Haute curiosité : L'art et l'illusion. Une série de M. Rheims.
- Une intervention sur le vrai et le faux artistique, en compagnie de l'illustrateur Michel, l'architecte Bernardini et le professeur C. Lévy-Strauss.
- 21 h 25 Journal.
- 21 h 40 L'invité de FR 3 : Jean Carrière. Réal. : Rocco de Mandragora.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : Vertiges. Film italien de M. Bolognini (1975), avec M. Mastroianni, F. Pabian, M. Keller, M. Boscher, F. Blaise, L. Bosc (v.a. sous-titré).

À la fin des années 30, le médecin-chef d'un asile psychiatrique, mégalomane et déshérité, cherche à tolérer la « germe », de la folie. Une jeune médecin venue faire sa stage l'entraîne dans l'histoire et sa passion de vivre. Essai sur la contagion de la folie, les rapports de l'école et de l'angoisse, allusions au fascisme. Le mariage de Bolognini se donne libre cours dans les compositions plastiques mais crée une atmosphère étrangement trouble.

FRANCE-CULTURE

- 9 h 30, 10 h 30, 11 h 30, 12 h 30, 13 h 30, 14 h 30, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 19 h 30, 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30, 23 h 30. Écoute d'écrits.
- 9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Fédération française de droit, la pensée de la vie.
- 10 h, Messe en l'église Saint-Louis-en-l'Île.
- 11 h, Regards sur la musique : « XIV^e Symphonie », de Chostakovitch.
- 12 h 15, 13 h, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Les programmes de France-Culture.
- 12 h 40, Le lyrique : Richard Wagner (« Lohengrin », à l'Opéra et la Scala ; « Le Vaisseau fantôme » à Nancy).
- 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Les programmes de France-Culture.
- 14 h, D'une oreille l'autre : Szwed, Sztet, De Falla, Tchakovsky.
- 17 h, Comment l'entendre ? Avec Michel Servas. Œuvres de Liszt, Beethoven, Schumann, Brahms, Verdi.
- 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Les programmes de France-Culture.
- 20 h 30, Concert (donné à l'Opéra de Paris le 9 décembre 1981) : « Le Corsaire » (ouverture op. 21), de Berlioz. Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Tchaïkovski. « Million d'oiseaux d'or » (cantate) de Nijeg. « Suite Scythie », de Prokofiev, par l'Orchestre de Paris, dir. M. Plasson, avec S. Mints (violon).
- 23 h 30, La nuit sur France-Musique : Biscuits de Venise 1981, œuvres de Solbiati, Tadini, Donatoni, Lucchetti.
- 9 h 5, 10 h 5, 11 h 5, 12 h 5, 13 h 5, 14 h 5, 15 h 5, 16 h 5, 17 h 5, 18 h 5, 19 h 5, 20 h 5, 21 h 5, 22 h 5, 23 h 5. Répertoire : Œuvres de Rachmaninov, Roussel, Paganini.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 10, Magazine International.
- 11 h, Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées) : Œuvres de Tchaïkovski, Scriabine, Rach. Vivaldi, par Jacotini (clavier) et H. Holliger (hautbois et clavier).
- 12 h 15, 13 h, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Les programmes de France-Culture.
- 14 h, D'une oreille l'autre : Szwed, Sztet, De Falla, Tchakovsky.
- 17 h, Comment l'entendre ? Avec Michel Servas. Œuvres de Liszt, Beethoven, Schumann, Brahms, Verdi.
- 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h. Les programmes de France-Culture.
- 20 h 30, Concert (donné à l'Opéra de Paris le 9 décembre 1981) : « Le Corsaire » (ouverture op. 21), de Berlioz. Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Tchaïkovski. « Million d'oiseaux d'or » (cantate) de Nijeg. « Suite Scythie », de Prokofiev, par l'Orchestre de Paris, dir. M. Plasson, avec S. Mints (violon).
- 23 h 30, La nuit sur France-Musique : Biscuits de Venise 1981, œuvres de Solbiati, Tadini, Donatoni, Lucchetti.
- 9 h 5, 10 h 5, 11 h 5, 12 h 5, 13 h 5, 14 h 5, 15 h 5, 16 h 5, 17 h 5, 18 h 5, 19 h 5, 20 h 5, 21 h 5, 22 h 5, 23 h 5. Répertoire : Œuvres de Rachmaninov, Roussel, Paganini.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 31 JANVIER

- M. Pierre Mauroy, premier ministre, est l'invité de l'émission « Le grand jury R.T.L. Le Monde », sur R.T.L. à 18 h 15.
- M. Alain Peyrefitte, député de Seine-et-Marne (R.P.R.), est reçu au « Club de la presse », sur Europe 1, à 19 heures.

LE CONFLIT DU GROUPE PROGRÈS

Divergences syndicales et arrière-pensées politiques

Le mot d'ordre de grève observé par les personnels du groupe Progrès a entraîné, jeudi 28 janvier, la non-parution de tous les titres contrôlés par M. Jean-Charles Lignel. Ce conflit, conséquence directe de celui des Dépêches de Dijon, n'a pas débouché, pour l'instant, sur des résultats tangibles.

L'arrêt de travail a mis en lumière certaines divergences syndicales, perceptibles depuis plusieurs semaines. Pour sa part, le Livre C.G.T. semble vouloir faire de l'épreuve de force avec M. Lignel un véritable test.

Seul vainqueur d'un conflit sans véritable vaincu : le Dauphiné libéré, et notamment ses titres lyonnais, Lyon-Matin et le Journal Rhône-Alpes, qui grignotent peu à peu les positions toujours dominantes du Progrès.

De notre correspondant régional

Lyon. — Le Progrès, vénérable journal républicain quotidien (cent vingt-deux ans d'âge), vit mal sa mue puisque le Journal de Lyon — son nouveau sous-titre en manchette — était une nouvelle fois absent des kiosques le jeudi 28 janvier. Mais si les conflits précédents étaient, par leur objet, liés à ce journal, les récents soubresauts apparemment plus complexes. Le discours syndicaliste reste présent, mais les stratégies sont de plus en plus antagonistes, et les préoccupations politiques sous-jacentes apparaissent à l'occasion de déclarations, de démarches ou de courriers au ton comminatoire.

Le discours syndical d'abord : le licenciement de quarante-cinq employés des Dépêches de Dijon, les incertitudes relatives à la modernisation des centres d'impression de Dijon, Saint-Etienne et de Chassieu ; des revendications catégorielles sur le triptyque traditionnel « qualifications, salaires, conditions de travail », donnent le cadre officiel de la contestation. Sur ce plan, les syndicats et direction jouent à cache-cache : « Les licenciements des Dépêches de Dijon, des suppressions d'emplois dont vingt-deux sont des départs en retraite à cinquante-six ans et deux mois, dix-neuf concernent des auxiliaires à temps partiel et quatre seulement des intérimaires à temps complet », nous a indiqué M. Jean-Charles Lignel, qui renvoie inlassablement vers M. Roger Guitton, P.D.G. des Dépêches, seul apte à égaliser à nos négociations. De plus, la P.D.G. du Progrès assure « qu'il n'a jamais signé d'accord sur les Dépêches et que le véritable générateur du chômage à Dijon est l'État républicain, qui a transféré la fabrication de certaines de ses éditions » (1).

« Nous formons bien un vrai groupe de presse. Notre patron ne respecte pas les accords signés les 2 avril et 8 juillet derniers sur le non-recours au licenciement, pourtant accordé sur les revendications de la durée du travail », répond l'inter-syndicale, qui a perdu deux de ses composantes (C.G.C. et F.O.). Mercredi 27 janvier, un tract virulent signé par la C.G.T., la C.F.D.T. et le S.N.J. du groupe Progrès-Dépêches critique la « gestion à la lyonnaise » de M. Lignel, l'accuse d'utiliser le Progrès « pour son seul profit » et de l'avoir racheté à crédit pour « faire payer la note à ses salariés ».

Ce discours, encore qu'initialement, doit être modulé par les faits suivants : les syndicats S.N.J. n'ont pas procédé à la distribution du tract ; la « base » — notamment journaliste — a suivi le mot d'ordre non sans « traîner les pieds » ; la sortie d'un « journal minimum » a d'ailleurs failli se réaliser dans la nuit de mercredi à jeudi s'il ne s'était formé un « bouchon » à la hauteur des plaques d'impression, juste avant les rotations.

Plus fondamentalement, la démarche de la C.G.T. — Fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.) en tête — prend un tour plus politique. A l'occasion de la conférence de presse de l'inter-syndicale, mercredi en fin d'après-midi, un représentant de l'Union départementale C.G.T., M. Michel Brocard, est venu manifester sa « solidarité à la lutte » et a notamment déclaré : « M. Lignel est plus généreux pour parler de la Pologne que de ce qui se passe dans son entreprise ». Cette intervention doit être rapprochée d'un courrier daté du 22 janvier, adressé au P.D.G. du Progrès et signé par le secrétaire départemental de l'U.D.-C.G.T., critiquant la gestion de la Pologne.

« M. Lignel pour trouver d'autres clients (impression de Toutes les Nouvelles de Versailles, de France-Dimanche, et bien sûr, du Journal du dimanche), échec dû, selon lui, au blocage du syndicat du Livre, on ne peut exclure l'hypothèse d'un désengagement de M. Lignel du Journal du dimanche, dont il possède 40 % des actions ».

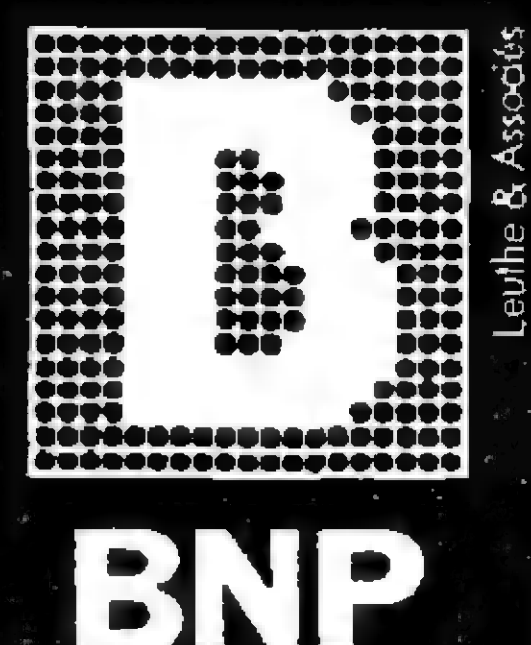
CLAUDE RÉGENT.

Étant donné l'échec des tentatives de M. Lignel pour trouver d'autres clients (impression de Toutes les Nouvelles de Versailles, de France-Dimanche, et bien sûr, du Journal du dimanche), échec dû, selon lui, au blocage du syndicat du Livre, on ne peut exclure l'hypothèse d'un désengagement de M. Lignel du Journal du dimanche, dont il possède 40 % des actions.

■ La Plume d'or de la liberté, décernée par la Fédération internationale des éditeurs de journaux, est attribuée pour 1982 au rédacteur en chef de la Prensa (Nicaragua), M. Pedro Joachim Chamorro Barrios. La F.I.E.J. rappelle que le journal La Prensa s'était déjà opposé à la dictature du général Anastasio Somoza, ce qui devait entraîner l'assassinat de son directeur, le propre père de Pedro Chamorro.

DES DEPENSES PERSONNELLES EN VUE ?

La BNP donne
du crédit à vos projets.



Journal 1982

INFORMATIONS « SERVICES »

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● **UN SECOURS D'URGENCE.** - Appeler le SAMU au 032-22-33, pour l'Essonne, au 068-33-33, pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11, pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50, pour le Val-d'Oise, au 032-22-33, pour les Yvelines, au 953-93-33, pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 10 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● **UN MÉDECIN.** - A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (822-40-04), ou - S.O.S. - Médecins (707-77-77), Urgence pédiatrique, 545-43-00 garde de nuit et week-end.

● **UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS.** - 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

● **S.O.S. - Urgences bucco-dentaires** (337-51-10) : ordre des chirurgiens, conseil de Paris (261-12-00) ; garde biologique (306-19-99).

● **TRANSPORTS**
● **AÉROPORTS.** - Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (884-32-10) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).
● **COMPAGNIES AÉRIENNES.** - Arrivées ou départs des avions. Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (538-61-81) ; U.T.A. (778-41-52) ; Air Inter (538-25-25).
● **S.N.C.F.** - Renseignements : 261-60-50.

● **ÉTAT DES ROUTES**
● **INTER SERVICE ROUTES.** - donne des renseignements généraux au 858-33-33.
Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière : Bordeaux (56) 96-33-33 ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (7) 854-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (8) 782-11-22 ; Rennes (39) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :
- Paris : recette principale (52, rue du Louvre, 1^{er}), ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;
- Paris 08, annexe (71, avenue des Champs-Élysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;
- Orly, aéroport Sud, annexe 1 : ouvert en permanence ;
- Orly, aéroport Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;
- Roissy principal, annexe 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● **UN VÉTÉRINAIRE** au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

TOURISME

● **L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS** diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-84-94 ; en anglais au 720-88-98 et en allemand au 720-87-58. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Élysées, est ouvert le dimanche, de 9 heures à 20 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S. - AMITIÉ

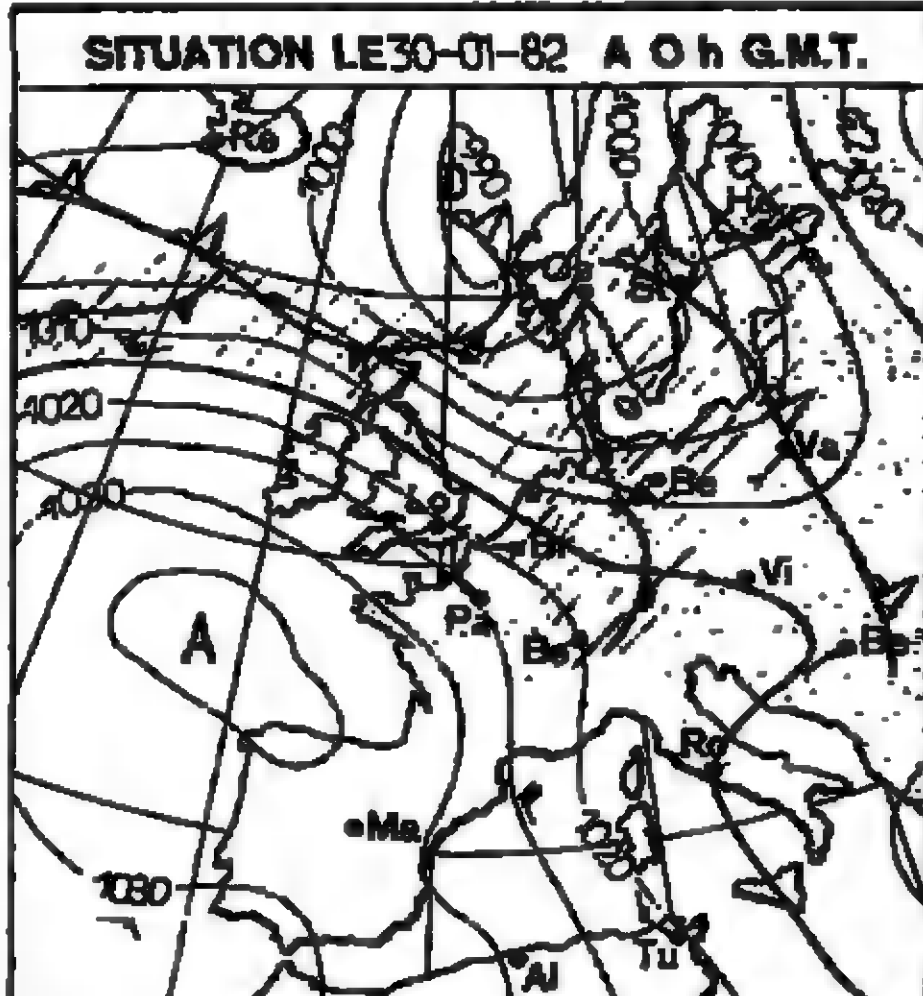
Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt, 364-31-31 pour Bagnolet et 078-16-16 pour Evry (de 14 heures à 4 heures du matin). Il existe un poste en anglais : S.O.S.-Help au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

La Poste ouverte reçoit tous les jours, de 14 heures à 22 heures, dans ses deux permanences : 21, rue Duperre, Paris (9^e), métro Pigalle (tél. : 874-69-11), et 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris (5^e), métro Saint-Michel (tél. : 329-68-02).

S.O.S. - 3^e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 30-01-82 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 30 janvier à 0 heure et le dimanche 31 janvier à 24 heures :

Les hautes pressions qui s'étendent sur notre pays rejettent le courant perturbé sur le nord et le centre de l'Europe ; dans l'air doux qui recouvre la France, de belles éclaircies pourront se développer.

Dimanche, la matinée sera généralement brumeuse et nuageuse, à l'exception du pourtour méditerranéen, où le temps sera ensoleillé ; on pourra observer quelques pluies faibles près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Dans la journée, le temps restera passagèrement nuageux du Nord aux Ardennes, aux Vosges et aux Alpes, où de faibles précipitations se produiront en soirée ; quelques chutes de neige en moyenne montagne.

Sur nos autres régions, de belles éclaircies se développeront ; temps ensoleillé en Méditerranée.

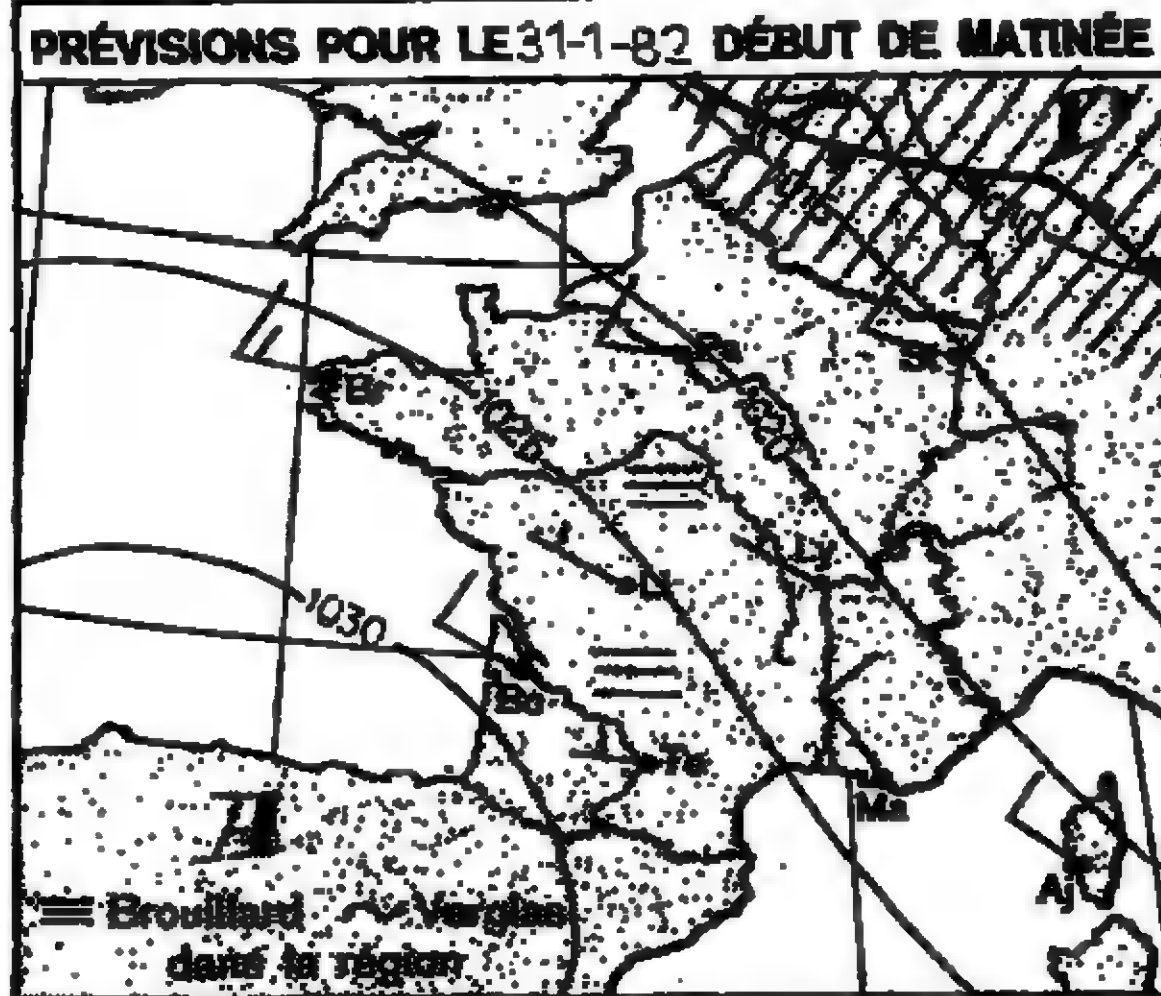
Les vents seront modérés, de nord-ouest dominant.

Les températures seront supérieures aux normales saisonnières de 2 à 4 degrés.

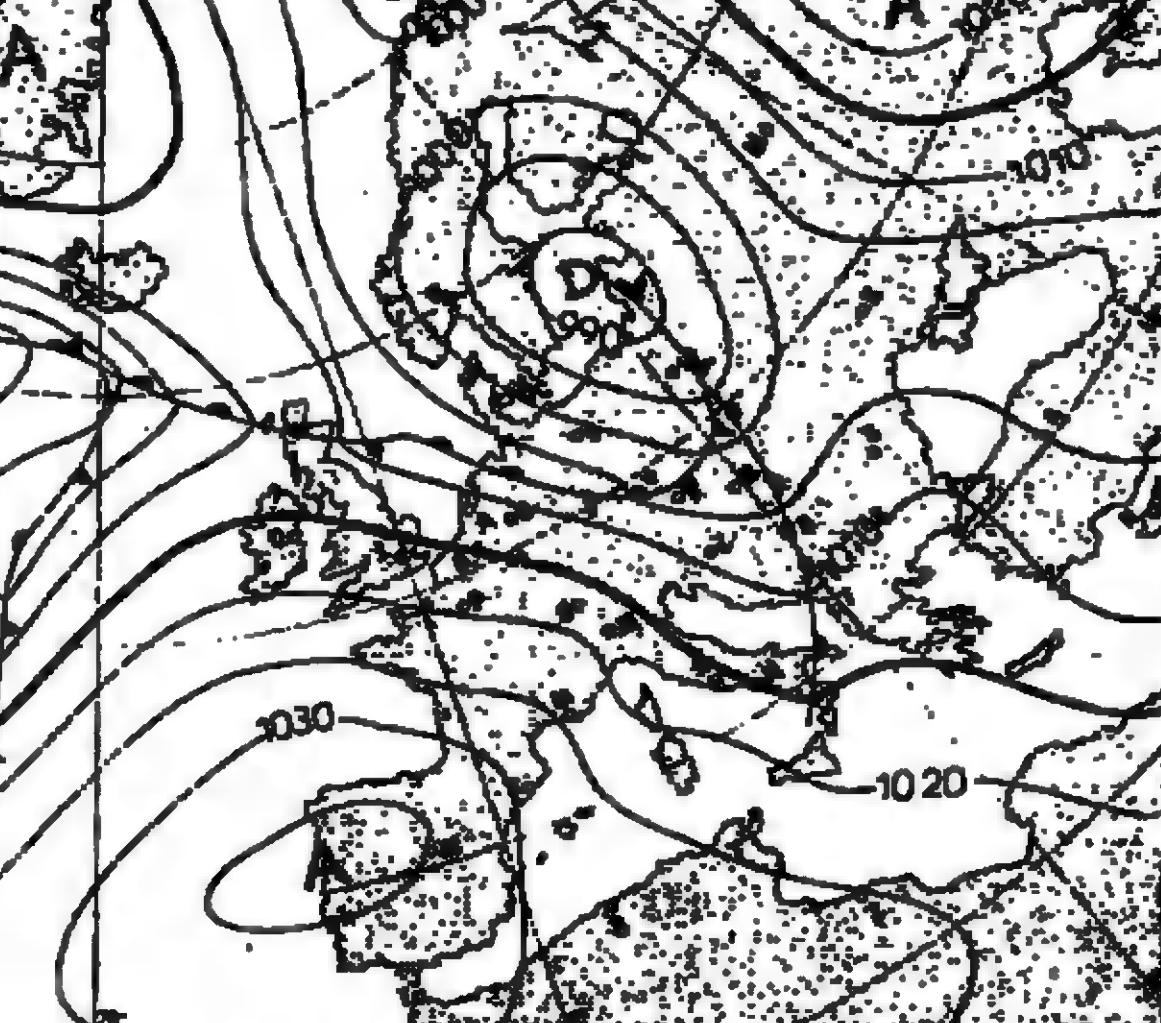
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 janvier 1982 à 7 heures, de 1025,1 millibars, soit 768,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 janvier) : Ajaccio, 13 et 1 degré ; Biarritz, 11 et 8 ; Bordeaux, 10 et 8 ; Bourges, 9 et 8 ; Brét, 11 et 8 ; Caen, 11 et 9 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 9 et 7 ; Dijon, 5 et 4 ; Grenoble, 5 et 4 ; Lille, 9 et 9 ; Lyon, 3 et 3 ; Marseille-Marguville, 12 et 9 ; Nancy, 6 et 7 ; Nantes, 12 et 9 ; Nice, 13 et 3 ; Paris-Le Bourget, 10 et 9 ; Pau, 11 et 7 ; Perpignan, 12 et 11 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 3 et 2 ; Tours, 12 et 9 ; Toulouse, 10 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 2 degrés ; Amsterdam, 8 et



PRÉVISIONS POUR LE 31 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 31 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

P.T.T.

EUROSIGNAL COUVRE TOUTE LA FRANCE

Avec la mise en service des émetteurs de Rennes, Laval, Le Mans, Tours, Chartres, Caen et Cherbourg, l'ensemble du territoire continental français est couvert par le service Eurosignal.

Ce système permet à une personne munie d'un petit récepteur de recevoir un signal déclenché par un appel émis d'un certain nombre de postes téléphoniques ordinaires (de un à quatre postes) et d'être ainsi informée qu'un correspondant la recherche. Actuellement, le service enregistre deux cent mille appels chaque mois.

Le prix de l'Eurosignal se décompose en une redevance mensuelle (65 F par numéro d'appel international), et l'achat de l'appareil (725 F T.T.C.) ou sa location (195 F par mois pour un ou deux numéros d'appel, 215 F pour trois ou quatre numéros).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3115

HORIZONTALEMENT

I. Des gens qui connaissent bien le maquis. II. Nom qu'on peut donner à ceux qui descendent des monarques. Passée à l'huile. III. Qui se sont donc retrouvés. Échange de timbres. Article arabe. IV. Faire un assortiment de couleurs. Parier en maître. V. Pronom. A laquelle on a donc trouvé une place. Il y en a cinq, sans compter le bon. VI. Ont l'habitude de se découvrir quand ils sont tristes. Qui peut donc être considérés comme une découverte. Peut soutenir tout le quartier. VII. Utile pour le golfeur. Obtenus. Portait les armes. VIII. Couverts en bois. Mauvaises affaires. Pronom. IX. Symbole pour un métal léger. Héronne de roman. Qui peut mettre dans la gêne. X. La rampe et la parité. Par exemple. XI. D'un auxiliaire. N'étaient pas négligés par celles qui faisaient tapisserie. XII. Comme un prénom. Nombre anglais. Saint de Bigorre. XIII. Bien vrai. Qui n'a donc rien passé. Sans affections. XIV. Peut être assimilé à un mot d'introduction. Un agrément d'autrefois. En première audition. XV. Des gens qui ne sont pas toujours culottés.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

VERTICALEMENT

I. Des gens qui ont l'habitude de donner des ordres. 2. Note. Comme certaines nations. Capables de rouler. 3. Tout un quartier ne lui fait pas peur. Comme les oreilles, quand il y a un matrasage. 4. Fibre chandelle. Baba, par exemple. Pris avant de sauter. 5. Bouclier. Deux scandaves. Dans une main où il n'y a pas de poil. Postes. 6. Economisé par le dormeur. Empire en grandissant. Qui n'a donc pas bavé. 7. Une ancienne capitale. Sorte de foire. 8. Plus on le nourrit et plus il grandit. Évoque un livre qui peut rassembler de grandes signatures. 9. Sur la Tille. Recom-

Solution du problème n° 3114

Horizontalement

I. Illusions. II. Noisettes. III. Nus (cf. sabot). Mte. IV. Aveline. V. Ver. Se. Lz. VI. Item : Réas. VII. Gt. Ana. VIII. Aar. Pilon. IX. Bucs. Rote. X. Attente. XI. Essor (cf. charreaux et onette) ; Gel.

Verticalement

1. Innavigable. 2. Louvetoué (cf. roulier). 3. Liséré ; Réas. 4. Us ; Ma ; S.T.O. 5. Semis ; Np ; Tr. 6. Itinéraire. 7. Otée ; Long. 8. Ne ; Lamotte. 9. SS ; Pas ; Néel.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

LUNDI 1^{er} FEVRIER

« Musée des Invalides », 15 heures, cour d'honneur, statue de Napoléon, Mme Allas.
« De la M^e Brossa », 15 heures, métro Châtelet, Mme Brossa (Caisse nationale des monuments historiques).
« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Approche de l'Art).
« Fastes du gothique », 16 heures, Grand Palais (Mme Caner).
« Ecole des Beaux-Arts », 15 heures, 17, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Récit des temps gothiques », 15 heures, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).
« Le Pèro-Lachaise », 15 heures, entrée, boulevard de Ménilmontant (P. Y. Jastin).
« La peinture flamande du XV^e siècle », 14 h 30, Musée du Louvre (Mme Leblanc).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Le Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux-Paris).

MARDI 2 FEVRIER

« Confesses de l'Opéra », 13 h 15, vestibule, M^e Holo.
« Bibliothèque nationale », 15 h, 58, rue de Richelieu, M^e Allas.
« Musée Galliera », 15 h, 11, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, M^e Bachelier.
« Musée Marmottan », 15 h, 2, rue Louis-Bouilly.
« Paris médiéval », 15 h, 23, rue de Sévigné, M^e Legris.
« Hôtel de Launay », 15 h, 17, rue d'Anjou, M^e Meyniel (Caisse nationale des Monuments historiques).
« Collection Thyssen-Bornemisza », 11 h, Petit Palais (M^e Caner).
« La Bourse », 12 h, métro Bourse (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Temple bouddhiste du bois de Vincennes », 15 h, métro Liberté (P. Y. Jastin).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Les Halles », 14 h 30, 16, rue Étienne-Marcel (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

LUNDI 1^{er} FEVRIER

14 h 45 : Centre Chaillet-Galliera, 28, avenue George-V, Mme O. Boucher : « Delphes et son oracule » (Projection).
15 h : 17, rue Fénelon, Père K. Hruby : « Rabbi Agiba » (Amitié judéo-chrétienne de France).
17 h et 20 h 30 : 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « L'Arménie et l'art arménien ».
19 heures : 62, rue Madame : « Alexandre le Grand » (Arcus).

MARDI 2 FEVRIER

14 h 30 : 62, rue Madame : « La technique de la gravure en taille-douce ». 15 h : Salle du musée des Monuments français, Palais de Chaillot, M^e S. Egler : « La naissance de l'architecture ».
17 h 30 : 18, rue des Batignolles : « Charles V, défi politique et politique de l'art ».
20 h 30 : 5, rue Laffitte, M^e L. Winckler : « La philosophie de l'histoire au XIX^e siècle » (Nouvelle Acropole).

BREF

CONCOURS

● **SOLIDARITÉ NATIONALE.** - Les ministères de la solidarité nationale, du travail et de la santé recrutent, par concours pour leurs services de Paris et de la région parisienne, des agents de bureau dactylographes et des sténodactylographes.
* Division du recrutement et de la formation permanente, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris, tél. : 366-78-12, avant le 15 février 1982.

LA MAISON

● **LA TOILETTE ET LE BAIN.** - Il existe à Paris une fête de la toilette et du bain. Elle a l'œil pour chiner. Dans sa boutique, on trouve des choses anciennes, des reproductions dont elle a l'exclusivité, des créations. Quelques exemples : un étourdissant ballet de houppettes 1925 en cygne. Les figures en porcelaine sont des danseuses (à partir de 180 F). La copie fidèle mais très perfectionnée d'une barbière avec son miroir grossissant, son porte-blaireau, rasoir et savon (1.080 F). Enfin des bouquets d'amis étoilés anti-moustiques (140 F) et des petits coeurs garnis de clous de girofle à suspendre dans les armoires. Ils sont antimites. Utiles donc, tendres et pas chers (85 F).

* Beauté Divine, 48, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : 326-25-31.

RAPATRIÉS

● **INDENNISATIONS POUR BIENS SPOLIÉS.** - Le secrétaire d'État aux rapatriés indique que, le gouvernement a décidé à titre exceptionnel d'autoriser l'ANIFOM (Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer) à examiner avec bienveillance les demandes concernant des biens dont la spoliation avait été déclarée avant le 15 juillet 1970 auprès des services d'accueil et de recensement des rapatriés, des services d'ambassade, des consultants, de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés et du service des biens et intérêts privés du ministère des relations extérieures.
Les personnes intéressées

pourront présenter leurs demandes à l'ANIFOM jusqu'au 1^{er} juillet 1982.

* ANIFOM, tour Matifé, 207, rue de Bercy, 75012 Paris, tél. : 346-12-34.

TOURISME

● **SKI DERNIÈRE MINUTE.** - L'Union nationale des centres de plein air (U.C.P.A.) signale que pour les jeunes, entre seize et trente-cinq ans, il reste encore des places dans son centre de Val-Cenis en Savoie. Une semaine, tout compris : 1 050 F.
* 62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 336-05-28.

En juin prochain

LES JOURNÉES NATIONALES DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE A CHAMBORD

Les 19 et 20 juin prochain, auront lieu à Chambord les journées nationales de la chasse et de la pêche. L'ambition des promoteurs de cette manifestation est d'atteindre la renommée du « Game fair » d'outre-Manche, la célèbre foire commerciale de la chasse et de la pêche organisée par l'Association des fermiers et des propriétaires britanniques.
A côté des cent cinquante stands qui seront installés face au château, des concours de pêche à la ligne, de tir à l'arc et au fusil, des ventes aux enchères d'objets d'art et des démonstrations de chiens de chasse sont prévus.
* Renseignements : A. Becker, 31, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. : 563-82-80.

VIE QUOTIDIENNE

VOUS ET VOTRE ARCHITECTE.

Cette brochure est éditée par l'Association nationale pour l'information sur le logement et l'ordre des architectes : elle donne tous les renseignements utiles à tous ceux qui souhaitent utiliser les services d'un architecte.

Brochure gratuite disponible dans l'un des trente-cinq centres d'information sur l'habitat agréés par l'ANIL (adresses au 202-65-95), dans le C.A.U.E., aux directions départementales de l'équipement, à l'ordre des architectes (tél. : 500-98-08) ou à l'UNSA (tél. : 544-88-45).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 30 janvier :

UNE LOI

● Complétant le code électoral et relative à l'élection des membres du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 26 décembre 1967 portant règlement du service de garnison.

● Relatif au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

● Portant nomination de recteurs d'académie.

● Portant création du conseil artistique des musées classés et contrôlés.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à la procédure spéciale d'importation dans les départements d'outre-mer des armes et munitions des quatrième cinquième et sixième catégories.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30

47110150

SOCIAL

AU CONGRÈS DES FONCTIONNAIRES C.G.T.

M. Krasucki dénonce « certaines erreurs du gouvernement »
et des « forces de gauche qui souhaitent gérer la crise »

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., qui a participé, à Saint-Etienne, au XVII^e congrès de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires (U.G.F.F.) C.G.T., s'est à nouveau livré à certaines critiques du gouvernement.

« Notre réflexion est sans complaisance vis-à-vis du patronat, de la réaction, de certaines erreurs du gouvernement et même de certaines forces de gauche qui souhaitent gérer la crise. Les nationalisations, la retraite à soixante ans, la réglementation du travail temporaire, le développement du service public, sont autant de mesures positives pour le secrétaire confédéral de la C.G.T., mais il estime que n'ont pas encore été touchés par le changement « le SMIC, pas assez relevé, le pouvoir d'achat, qui a diminué en 1981 — avec des négociations qui s'annoncent difficiles cette année dans les secteurs public et nationalisés ». M. Krasucki a évoqué « l'inquiétude des fonctionnaires sur leurs statuts avec l'application de la loi sur la décentralisation, la sécurité sociale qui reste aux mains du patron et de l'État, l'ordonnance gouvernementale sur la réduction de la durée du travail mal faite et dont vont se prévaloir les patrons ». Sur tous ces points, la C.G.T. restera ferme. « Les engagements doivent être tenus. Nous ne signerons aucun texte comportant un recul du pouvoir d'achat ».

Le rapport d'activité présenté par Mme Thérèse Hirschner, secrétaire générale de l'U.G.F.F., a été adopté, jeudi, par 88,38 % des mandats (17,3 % contre 11,99 % d'abstentions). Auparavant, c'est par 84,12 % des mandats (8,75 % contre et 12,13 % d'abstentions) qu'a été votée une motion sur la Pologne. Celle-ci sur les positions confédérales, elle n'est pas amendable. Elle demande la levée de l'état de siège et le rétablissement des libertés politiques et syndicales, mais pas la libération des syndicalistes polonais, réclamée pourtant par un certain nombre de congressistes qui souhaitent une condamnation plus claire par la

De nos correspondants

C.G.T. des événements de Pologne. « L'idée de justice et de liberté ne se divise pas (...). On avait suivi avec espoir le printemps de Prague en 68 (...). L'U.R.S.S. n'est plus un modèle, elle est entre parenthèses les espoirs des travailleurs », devait dire, entre autres, à cette occasion, le représentant de l'ONIC (Office national interprofessionnel des cadres).

Contestation des Lillois

Au moment où le congrès se déroulait, des militants de l'Union ont dénoncé, à Lille, les méthodes utilisées au dernier congrès départemental, précédant le congrès national. « Les bornes du tolérable, disent-ils, ont été dépassées. » Les griefs portent sur quatre points : 1) dans la préparation du congrès, la commission exécutive n'a pas été appelée à jouer le rôle qui est le sien selon les statuts. Par exemple, l'état de la trésorerie et les conditions de réévaluation des cotisations donnant droit au vote sont restés sous la seule responsabilité du secrétaire fédéral ; 2) la mise en place du congrès : la liste des délégués n'a pas été établie ; le secrétaire sortant a voulu imposer le bureau, les présidences de commissions, etc. ; 3) vote au congrès de

personnes non mandatées et de sections non cotisantes, ce qui a permis une modification statutaire sur le mode de scrutin en comptabilisant les votes en voix et non plus en mandats ; 4) les conclusions du congrès communiquées à la presse sont faussées. On a annoncé, par exemple, que le nombre des votants était de 3 018, alors qu'il n'était que de 2 344. Le rapport d'activité a obtenu 1 201 voix et non pas 2 380. 1 011 voix se sont prononcées contre, et il y a eu 132 abstentions. Pour sa réélection, le secrétaire sortant a obtenu 1 225 voix, le nouveau candidat 1 011, et il y a eu 107 abstentions. Les opposants affirment que si l'on avait voté par mandat il y aurait eu 88 voix de chaque côté. Ils qualifient donc les chiffres donnés à la presse de faibles. Ils affirment que huit sections ont voté pour la direction, onze contre, deux s'étant abstenues. Tout en réaffirmant leur attachement aux orientations du quarantième congrès de la C.G.T., ils déclarent que « la direction a tout fait pour éviter que le jeu démocratique aille à son terme. C'est un mauvais coup contre la C.G.T. ».

C'est donc quasiment la moitié de la fédération des fonctionnaires C.G.T. du Nord qui conteste la délégation au congrès national de Saint-Etienne.

PAUL CHAPPEL
et GEORGES SUEUR.

A Amiens

Le maire communiste s'oppose
au bureau d'embauche de la C.G.T.

De notre correspondant

Amiens. — M. René Lamps, maire communiste d'Amiens vient de s'opposer à une initiative de la C.G.T. qui avait décidé d'ouvrir un bureau d'embauche, les 2 et 3 février, dans la cour de la mairie d'Amiens. Les syndicats estiment que cette action nécessaire après le contrat de solidarité passé entre la ville et l'État (vingt-cinq heures sans perte de salaire, 220 emplois de créés à la mairie, 44 au bureau d'aide sociale). « La C.G.T. a tout mis en œuvre pour obtenir la création de ces emplois. Elle a estimé qu'il était de son devoir de participer aux modalités de recrutement (article 5 du protocole d'accord). »

La mairie, par l'intermédiaire de son secrétaire, réplique en faisant connaître la teneur de l'article 5 : « Les recrutements devront s'effectuer conformément aux dispositions statutaires et faire l'objet d'une information aux organisations syndicales. Un groupe de travail se réunira mensuellement afin de

veiller à la bonne application des dispositions du contrat de solidarité et du présent protocole. » Après cette mise au point, le texte de la mairie précise : « Cela ne signifie en aucun cas le droit pour les syndicats de procéder aux recrutements nécessaires. Le seul bureau d'embauche de la mairie est situé au bureau du personnel. La municipalité aménage ses responsabilités devant elle, n'a pas l'intention de se désolidariser du rôle et de ses responsabilités. Elle ne se sent engagée par aucune initiative syndicale quelle qu'elle soit. »

La C.F.D.T. et F.O. ont condamné l'initiative de la C.G.T. La C.F.D.T. parle de « manœuvre démagogique ». F.O. estime « regrettable qu'une organisation syndicale essaye de tirer profit des difficultés de ceux qui sont privés d'emploi, tant que leur vendre — sous forme de cartes — un espoir qui, pour la plupart des cas, sera hélas déçu ».

MICHEL CURIE.

AFFAIRES

A COMPTER DU 15 FÉVRIER

Les firmes pharmaceutiques pourront augmenter
leurs prix de 3 %

M. Jack Balit, ministre de la santé, a autorisé les firmes pharmaceutiques à augmenter de 3 %, à compter du 15 février, les prix des médicaments remboursés par la Sécurité sociale. A condition de ne pas réaliser en France un chiffre d'affaires hors taxes supérieur à 35 millions de francs, les petites laboratoires auront droit, comme en juillet 1981 (à l'époque la barre avait été fixée à 30 millions de francs), à une rallonge et pourront majorer leurs produits de 5 % supplémentaires (8 % au total). Afin de supprimer certains abus, le ministre a décidé de retirer aux firmes pharmaceutiques la faculté que leur avait donnée le précédent gouvernement de modifier librement et de façon permanente à l'intérieur de leurs gammes de produits les augmentations accordées. Désormais, les laboratoires ne pourront plus majorer de plus de 10 % un produit donné (jusqu'à 15 % pour les produits de 100 % étant possibles, à condition d'abaisser de deux proportions les tarifs d'autres produits). Qui plus est, ils ne pourront le faire que le jour de la mise en application de l'augmentation générale des prix.

Toutes ces dispositions, indiquées par le ministre de la santé, ont été prises afin de contribuer à la lutte contre l'inflation.

Le ministre a toutefois proposé aux laboratoires qui s'engagent

à intensifier leur effort de recherche et à accroître leurs exportations d'aménager leur situation tarifaire.

Les industriels évalués à 6 % le retard pris en 1981 (1). Pour ne pas heurter de front leurs autorités de tutelle, ils avaient accepté que ce retard soit rattrapé en deux fois, soit 3 % en février et 3 % en juillet prochain. Comme ils avaient demandé en plus une hausse conjoncturelle de 6 % au titre de 1981, cela faisait au total 9 % (plus 9 % pour les petites laboratoires). Autant dire que la déception est grande parmi les industriels.

« Je suis très étonné », a déclaré M. Pierre Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique. Cette décision montre de la part des pouvoirs publics une incompréhension persistante des exigences du développement industriel et économique de notre branche. La hausse qui vient de nous être consentie est irréaliste et sans aucune mesure avec l'augmentation rapide de nos charges. Par rapport au taux d'inflation, l'évolution de nos prix enregistre en effet le décalage le plus fort jamais connu depuis 1965.

Le président du SNIP a par ailleurs dénoncé la remise en cause du principe de la modulation totale et permanente. Quant aux avantages consentis aux petits laboratoires, on affirme dans la profession qu'ils ne couvrent pas cher à l'état dans la mesure où ces derniers entrent pour moins de 1 % dans le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique.

Après ces remarques, M. Balit, objecte seulement que le chiffre d'affaires des firmes pharmaceutiques françaises s'est accru en moyenne de 30 % l'an dernier. Ce qui n'est pas contesté.

ANDRÉ DESSOT.

ÉNERGIE

Vers la signature d'un accord sur le gaz
entre la France et l'Algérie

(Suite de la première page.)

Il avait fait un voyage éclair fait, lui aussi, un voyage éclair à Alger et l'on avait été bien pris d'habiller. Le ministre du gaz, M. Giraud et ses interlocuteurs avaient cherché une solution dans l'organisation d'une coopération globale en matière énergétique. L'Algérie envisageait une contrepartie des ventes de gaz, d'hydrocarbures à la France ses technologies nucléaires et solaires. Mais en quelques jours les discussions au niveau technique entre Sonatrach, le consortium algérien de la production et de la distribution de gaz, et la France tournaient court de nouveau.

On écarte de part et d'autre l'idée qu'il puisse en être de même cette fois-ci, les chefs d'État des deux pays ayant conclu lors de la visite de M. Mitterrand à Alger, le 1^{er} décembre, un accord politique à ce sujet et ayant chargé leurs ministres des affaires étrangères de conclure avant le 28 janvier. Cette date est désormais dépassée, mais M. Cheysson a récemment réaffirmé sa volonté d'en terminer avant la fin du mois. Il est donc qu'un accord soit signé pendant le week-end. Une délégation de Gaz de France menée par son directeur, M. Delaport, devait arriver samedi matin à Alger pour reprendre les conversations avec la Sonatrach. Celles-ci avaient été interrompues mardi 26 janvier à Paris, la délégation algérienne

ayant décidé de regagner Alger pour demander des instructions à son gouvernement. Les Algériens resteraient très réticents devant la formule proposée par la France de constitution d'un fonds de développement alimenté par des contributions venant en complément du prix du gaz qui resterait dans les limites actuelles du marché international. Mais les Algériens, qui sont engagés dans des négociations avec d'autres partenaires et notamment avec l'Italie, veulent obtenir de la France un prix indiscutable qui soit opposable à tous leurs autres clients. A Rome, on attend en effet que Paris ait signé pour reprendre avec l'Algérie des discussions qui sont interrompues depuis plusieurs mois. L'enjeu est de taille puisque l'Algérie est en mesure de livrer 12 milliards de mètres cubes de gaz par an à l'Italie par un gazoduc passant par la Tunisie et la Sicile dont la construction est terminée depuis un mois.

A Alger, où se manifeste une certaine inquiétude devant la lenteur de ces négociations, le ton commence à monter. Commentant ces derniers jours l'achat par la Grande-Bretagne d'une cargaison de G.N.L. au prix record de 6,10 dollars le million de B.T.U., la presse, qui ne cachait pas sa satisfaction devant ce succès, le met en parallèle avec le chantage politique qui dissuade mal les petites néo-colonies de certains partenaires potentiels de l'Algérie. Dans certains milieux économiques français, on s'interroge cependant sur le sens de cet achat spot de gaz algérien par la Grande-Bretagne, elle-même productrice de ce produit dans la mer du Nord et qui a donc tout intérêt à faire monter les prix, et où l'on voit comme une mauvaise manière à l'égard de Paris.

DANIEL JUNQUA.

(Publié)

EXCLUSIVITÉ DE VENTE
(Économie d'énergie)

Nous cérons l'exclusivité de la vente d'un nouvel article répondant à un besoin extrêmement important sur le marché.

COMPANE INNOVATIONEN G.M.B.H. Bayerischhof 11
D-8481 Krummenau, Telex : 63844

Nous exposons du 3 au 10 février 1982
à l'Exposition Internationale d'Architecture de Hanovre
Hall 4, Stand 1310, téléphone : (0511) 89-59-23

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



les Sicav du Groupe
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Situation au 31.12.1981

	Actif net liquidatif global (F millions) publiée (F)	Valeur (F)	Coupon (F)	Date de paiement
Sogévar Large diversification	849	510,33	26,93	5.4.82
Soginter Portefeuille international	1.397	643,49	29,01	5.4.82
Sogéparne Placement obligations	3.046	246,85	27,65	1.10.81
Converfinmo Valeurs immobilières et obligations convertibles	457	184,05	8,92	1.7.81
Intersélection France Sicav "Memory" 60% minimum d'actions françaises	2.623	176,64	14,61	20.1.82
Interoblig Placement d'obligations étrangères, internationales et françaises	870	6.315,36	476,49	1.7.81

CONJONCTURE

LA BALANCE COMMERCIALE A
ÉTÉ DÉFICITAIRE DE 59 MIL-
LIARDS DE FRANCS EN 1981.

La balance commerciale de la France a, en décembre, enregistré un déficit — en chiffres bruts — de 7 925 millions de francs. Ce solde négatif est un des plus élevés qui ait été observé en 1981, après ceux de septembre (— 6,5 milliards) et de janvier (— 6,4 milliards). Les importations ont atteint, en décembre, 60 892 millions de francs, en augmentation de 5,3 % par rapport à novembre et de 21,8 % par rapport à décembre 1980. Les exportations se sont situées à 52 967 millions de francs, en hausse de 3,1 % en un mois et de 14,1 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 87 % contre 88,3 % en novembre et 82,9 % en décembre 1981.

Après correction des variations saisonnières, le déficit des échanges extérieurs a représenté 7 885 millions de francs. Les importations ont atteint 59 159 millions, en augmentation de 3,1 % par rapport à novembre et de 25 % par rapport à décembre 1980. Les exportations ont représenté 51 274 millions, en hausse de 1,1 % en un mois et de 18,4 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 86,7 %, contre 88,4 % en novembre et 81,6 % en décembre 1981.

Pour l'ensemble de 1981, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de 59,1 milliards de francs, soit de celui enregistré en 1980 (— 62 milliards). Les importations ont représenté 635,7 milliards, en augmentation de 15,4 %, et les exportations 578,8 milliards de francs, en progression de 17,5 %. Depuis 1973, les échanges extérieurs n'ont été excédentaires qu'en 1975 (+ 6,8 milliards) et en 1978 (+ 2,7 milliards). Ils ont été déficitaires en 1974 (— 20 milliards), en 1976 (— 22,8 milliards), en 1977 (— 13,6 milliards), en 1979 (— 13,3 milliards) et en 1980.

Dependait, la balance des paiements courants a enregistré en 1981 un déficit de 42,6 milliards de francs, plus élevé que celui observé en 1980 (— 33,1 milliards). Le déficit commercial — atteint 48,2 milliards. En matière de transferts unilatéraux, le solde négatif a été de 23,3 milliards (— 17,6 milliards en 1980), alors que les services ont dégagé un excédent de 30,1 milliards, moins important que celui enregistré en 1980 (+ 35,2 milliards).

AGRICULTURE

LES VITICULTEURS ANNONCENT
UNE TRÊVE APRÈS L'ARRÊT
TEMPORAIRE DES IMPORTA-
TIONS DE VINS ITALIENS.

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Le rassemblement des viticulteurs à Béziers s'est déroulé sans incident, vendredi 29 janvier après-midi. La manifestation a rassemblé moins de deux mille manifestants, plus désemparés que virulents.

La veille, des envoyés du gouvernement avaient annoncé à la présidence de l'Institut un arrêt temporaire des importations de vins italiens, qui avait fait baisser la tension sans pour autant entraîner l'enthousiasme. « Le gouvernement s'est engagé à suspendre pendant deux ou trois semaines les importations », a déclaré M. Huillet, porte-parole du comité d'action viticole. « Concrètement, cela veut dire que les achats vont reprendre, que les prix vont remonter. C'est ce que nous voulons. »

« Aujourd'hui, a-t-il conclu, nous proclamons une trêve, mais une trêve n'a jamais signifié la fin de la guerre. »

En fin de rassemblement, les manifestants, avec leurs dirigeants et les élus politiques, ont « contrôlé » les chais des magasins généraux et vidé huit cuves contenant un vin non identifié. — R. B.

Je l'ai vu

LA REVUE DES VALEURS

Bourses étrangères

NEW-YORK

Très forte reprise en finale

Encore peussiblement déprimé au début de semaine, le New-York Stock Exchange, brutalement galvanisé par la perspective d'une sortie rapide de la récession, s'est brutalement redressé à mi-journée, entraînant même, jusqu'à plus forte hausse (+ 21,00 points) depuis le 12 mai 1981 (+ 22,15 points). Améliorant encore son score à la veille du week-end, il avait terminé ses portées avec un gain de 3,1 %.

Ce brusque retour à l'optimisme a été essentiellement dû à la déclaration de M. Paul Volcker, président de la FED, dans laquelle ce dernier affirmait vouloir augmenter l'intensité de relâcher le taux de l'escompte, mais aussi à la publication des derniers indicateurs économiques dont il ressortait que, pour

la première fois depuis juillet 1981, l'expansion avait légèrement repris en décembre (+ 0,6 %). Des marchés précipités du découvert ont fait le reste.

Indice Dow Jones des Industriels du 30 janvier : 871,02 (contre 868,03 en avril 1981). Mais sur des ventes bénéficiaires, son avance a quelque peu diminué.

Indice S. & P. 500 du 30 janvier : 179,85 (contre 178,25 en avril 1981). Mais sur des ventes bénéficiaires, son avance a quelque peu diminué.

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

Indice de la Bourse de Wall Street, le 30 janvier : 27,85 (contre 27,85 en avril 1981).

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 25 AU 29 JANVIER 1982

SÉLECTIF

L'EUPHORIE des séances précédentes a fait place à une ambiance beaucoup plus calme cette semaine au palais Broussier, mais le fond du marché reste fondamentalement résilient ainsi qu'en témoigne le gain global de 1,6 % constaté à l'issue de ces cinq journées.

Portée par un courant acheteur qui ne faiblit pas, la cote s'offre de temps en temps quelques gains, juste de quoi trouver le temps nécessaire pour dénicher « la » valeur susceptible de faire des heureux. Le fait est qu'on joue beaucoup au pendule en ce moment sous les colonnes et la sélectivité du marché s'en ressent maintenant qu'on est « écrémé » un certain nombre de compartiments porteurs d'espoir.

Parmi ces derniers, le bâtiment et les travaux publics ont bien mérité les honneurs de la Bourse et la quasi-totalité des actions du secteur se sont offertes leur festival de hausses. Bouygues et Dumez en tête. Il est vrai que ces deux sociétés viennent de conclure une prochaine distribution d'actions gratuites, ce qui ne suffit pas à expliquer pour autant l'engouement qui a permis à ces titres de gagner 20 % à 30 % en l'espace d'un mois, entraînant d'autres candidats à l'échappée tels S.C.R.E.G. ou encore Maisons Phénix dont la cotation a même dû être initialement réservée in situ en raison de l'abondance des ordres. Maisons Phénix n'est pas le seul à se distinguer, les professionnels semblent considérer que le pire est passé et que Maisons Phénix ne peut que bénéficier indirectement de l'attention que porte l'Etat à l'ensemble du secteur. Intervenant devant l'assemblée annuelle de la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.), M. Mitterrand en a apporté une nouvelle démonstration le 29 janvier en mettant l'accent sur le rôle décisif de ce secteur dans le développement de l'économie nationale, faisant valoir, au passage, qu'il n'avait pas abandonné pour l'instant son idée d'un programme de grands travaux.

Comme si la Bourse craignait un essoufflement du bâtiment, la métallurgie a pris le relais cette semaine et on a assisté, au fil des séances, à un ballet bien réglé, dont Usinor, Sacilor, Chiers, ou encore Cressat-Loire exerçaient les figures à tour de rôle. A la corbelle, on applaudissait courtoisement d'une main, l'autre tient toujours le carnet à la vue des 10 % à 12 % de hausses qu'offraient ces titres sur les tableaux de cotation. A croire qu'il suffit de nommer deux nouveaux patrons à la tête d'Usinor et de Sacilor pour que la sidérurgie française cesse d'être un gouffre à finances publiques.

Pour faire bonne mesure, la Bourse a aussi versé quelques larmes sur les valeurs de travail temporaire, qui ont dû baisser la tête après les mesures restrictives annoncées mercredi en conseil des ministres pour cette activité. Passablement éprouvées depuis le 10 mai, alors qu'on présentait l'imminence de ces mesures, BIS et Ecco avaient recommencé à gravir prudemment la pente depuis quelques semaines accablées sensiblement leur reprise depuis le début de l'année puisque BIS, par exemple, a pratiquement gagné 40 % en trois semaines. Jeudi dernier, les deux titres payaient leur tribut aux ordonnances ministérielles et BIS chutait lourdement de 11 % tandis qu'Ecco, négocié sur le marché, se comptait à peine également malmené.

Poursuivant ce petit jeu qui lui réussit quelquefois, l'anticipation, le marché a également remis en selle le secteur automobile où Peugeot et Valéo, encore malmenés il y a peu de temps, sont apparus beaucoup plus guillerets ces jours-ci, entraînant Michelin dans leur élan. Là encore, les opérateurs estiment qu'ils « jouent sur du velours » (M. Bernard Hanon, le nouveau président de Renault ne vient-il pas de déclarer qu'il prévoit une augmentation de 2 % du marché automobile français ?). Les professionnels sont de plus en plus nombreux à penser que les données purement économiques ont toutes les chances de venir étayer les éléments techniques favorables à la Bourse, à savoir l'abondance des capitaux et la dégradation des formes de placement jusqu'ici concurrentes (or, immobilier, terres, comptes à terme).

Non seulement on commence à prendre des paris sur un certain nombre de « canards » qui ne donnent plus l'apparence de botter, alors que s'écroule le climat dans l'industrie ainsi que l'affirme l'INSEE dans son enquête de janvier, mais les haussiers du palais Broussier ne se perdent pas de vue que Paris vaut bien une messe. Ils ne sont pas les seuls. Dissimulés derrière la bannière de l'Union Jack, les investisseurs britanniques sont parmi les premiers à fouler à nouveau notre sol avec des « lignes » conséquentes, c'est-à-dire des capitaux importants, sur des actions françaises qui leur semblent dignes d'intérêt.

Il est vrai qu'ils n'étaient pas les derniers, en mai, à filer, comment dit-on ? A l'anglaise ? En termes savants, cela s'appelle « être mobile ».

SERGE MARTI

Métallurgie, constructions

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

Valeurs diverses

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

Produits chimiques

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

Pétroles

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

Le groupe néerlandais S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais ils estiment que

S.E.V.

Le bénéfice net de la Compagnie française des ferrailles a augmenté de 20 % en 1981 par rapport à 1980. Les dirigeants du groupe ont pris de ce sujet. Mais

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. EUROPE
 - ITALIE : la police traque les brigades rouges dans tout le nord du pays.
 - Forte hausse des prix alimentaires en Pologne et en Tchécoslovaquie.
3. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : les démocrates vont demander la suppression de l'aide militaire au Salvador.
 - M. Reagan participera à un sommet de l'OTAN, à Bruxelles, en juin.
4. ASIE
 - L'Inde et le Pakistan engagent des pourparlers sur la signature d'un pacte de non-agression.
5. PROCHE-ORIENT
 - Des personnalités politiques et syndicales lancent un appel « pour le succès du socialisme en France ».

POLITIQUE

5. Les essais de la liberté à Lyon : l'ex-maire cherche dans l'opposition les moyens de se renouveler.
- Des personnalités politiques et syndicales lancent un appel « pour le succès du socialisme en France ».

RÉGIONS

6. « L'initiative régionale est aujourd'hui d'intérêt national », nous déclare M. Jean-Pierre Chevènement.

SOCIÉTÉ

6. SPORTS.
7. JUSTICE.
 - La visite de M. Mitterrand aux avocats parisiens.
 - L'officier Roussier au tribunal de Bar-le-Duc.
 - L'incarcération des mineurs ne sera pas supprimée.
8. ÉDUCATION : l'interdiction aux mineurs d'un film sur l'avortement et la contraception.
- SCIENCES : l'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

CULTURE

9. MUSIQUE : Lohengrin, à l'Opéra.
10. MUSÉES : la grève au Centre Georges-Pompidou.
11. RADIO-TELEVISION. — VU : « Signé Anne Gaillard ».
- PRESSE : le conflit de Progrès de Lyon.

ÉCONOMIE

13. SOCIAL : le congrès des fonctionnaires C.G.T.
14. AFFAIRES : augmentation des prix des médicaments.
15. CONJONCTURE.
16. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
17. LA SEMAINE FINANCIÈRE.

RADIO-TELEVISION (11)

- INFORMATIONS « SERVICES » (12).
- Les urgences du week-end : Médecins, Mots croisés, « Journal officiel ».
- Carnet (8), Programmes spectacle (10).

● Hausse des prix de 0,2 % en janvier en F.F.A. — Le coût de la vie en Allemagne fédérale, a augmenté de 0,8 % en janvier contre 0,3 % en décembre, a annoncé le 29 janvier l'Office fédéral de statistique sur la base de données provisoires établies en milieu de mois. Sur douze mois l'inflation s'établit à 6,3 % en janvier contre 6,3 % en décembre. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde », daté 30 janvier 1982 a été tiré à 531 822 exemplaires.

PLUS DE RETOURS GÂCHÉS

CONFEZ A LA SURVEILLANCE FRANÇAISE LA GARDE DE VOTRE PATRIMOINE GARDIENNAGE TÉLÉSURVEILLANCE

Surveillance Française 50, rue Ardoin 93400 SAINT-OUEN Tél. (1) 262.37.37

A B C D E F G

La France a vendu au Nicaragua des armes de contre-guérilla

La France a vendu au Nicaragua des armes de contre-guérilla qui, montées sur des hélicoptères ou des avions légers, pourront servir à lutter contre des incursions aux frontières. Il s'agit d'un lot de roquettes air-sol qui sont qualifiées de « défenses » par le gouvernement français mais qui — comme cela a tendance, désormais, à se répandre dans de nombreux pays encore mal développés — peuvent être utilisées par une armée locale organisée, aussi, pour des missions de gendarmerie.

Cette vente fait partie du contrat de 15,8 millions de dollars (environ 80 millions de francs) conclu le 21 décembre 1981, entre Paris et Managua. Lors de ses entretiens à Washington avec MM. Alexander Haig et Caspar Weinberger, le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, n'en avait publiquement révélé, le 7 janvier dernier, qu'une partie à la presse bien qu'il ait tenu à informer ses interlocuteurs américains de la liste complète des matériels vendus au Nicaragua.

Le contrat prévoit la livraison : 1) De quarante-cinq camions ; 2) De deux vedettes, construites par les Chantiers de l'Estrel à Cannes pour les besoins des douanes étrangères, sur chacune desquelles sont montés deux canons de 20 millimètres solidaires de la coque pour la surveillance des côtes ; 3) De deux hélicoptères Alouette-II d'occasion, car le Nicaragua en souhaitait la fourniture la plus rapidement possible ; 4) De cent lance-roquettes et d'un lot séparé de sept mille roquettes air-sol.

Ce lot de lance-roquettes, conçus par Matra, et de roquettes air-sol, produites par Brandt, compte pour environ 10 millions de francs dans le total du contrat. Il s'agit de roquettes non guidées de 68 millimètres. Cette partie du contrat, qui n'avait pas été révélée à l'époque, a donné lieu à une série d'interprétations dans la presse étrangère, principalement américaine, qui l'a d'abord décrite comme concernant la livraison de lance-roquettes anti-char portables pour l'infanterie.

En réalité, ces lance-roquettes

air-sol pourront être montés sur les hélicoptères Alouette français et sur les quelques avions anciens, du modèle T-33, que l'armée nicaraguayenne avait reçus des États-Unis.

Ces matériels sont aux normes de l'OTAN, puisqu'ils ont déjà été vendus à des nombreux pays de l'alliance atlantique — dont certains des hélicoptères sont livrés — et à d'autres clients étrangers. Au ministère de la défense, on estime que ces armements, en raison de leurs caractéristiques, ne peuvent pas être montés sur d'autres systèmes porteurs sans l'assistance de techniciens français. C'est pourquoi on considère que le fourmillement d'un contrôle physique sur ces armes.

Installés sur un hélicoptère, les lance-roquettes air-sol restent d'une efficacité militaire réduite du fait de la vulnérabilité de la plate-forme à des attaques de missiles SAM-7 portatifs. Outre les raisons politiques qui expliquent le choix de Managua en faveur d'un fournisseur — la France — indépendant des deux grandes puissances militaires, on peut aussi penser qu'il s'est agi pour le Nicaragua, déjà largement approvisionné par les Soviétiques pour Cuba, de se doter d'armes de surveillance pour ses frontières terrestres et maritimes contre des incursions qui seront baptisées « révolutionnaires » ou « contre-révolutionnaires » selon les opinions.

En ce sens, le débat soulevé par Washington de ces matériels sont offensifs ou défensifs est un peu vain car ces subtilités dans la mesure où c'est l'emploi sur le terrain d'une arme qui en préserve la légalité. Non guidée, elle ne peut être utilisée que ne pouvant être lancée à grande cadence de tir depuis un hélicoptère trop instable, des roquettes air-sol du type de celles qui ont été vendues par la France au Nicaragua ont une faible efficacité militaire.

Ces armes constituent, en revanche, les moyens pour une armée de contre-guérilla de contrôler des incursions qui s'appuieraient ou non sur la menace d'une intervention extérieure bilatérale.

L'option arrêtée par Managua rappelle, de la sorte, le choix de matériels anti-guérilla ou anti-incursions que font de nombreux pays sous sa coupe, qui ont à leur armée de terre des tâches de gendarmerie.

JACQUES ISNARD.

Au Ghana

UNE FUSILLADE A EU LIEU LE 28 JANVIER AU SIÈGE DU NOUVEAU POUVOIR

Lomé (A.F.P.). — Burma Camp, siège du Conseil national provisoire de défense (P.N.D.C.) du Ghana, précède que le capitaine militaire vraisemblablement ghanéen, a été le théâtre d'une fusillade, pendant une heure, jeudi matin, a-t-on appris, vendredi 29 janvier, à Lomé.

Selon un témoin digne de foi, des tirs d'armes automatiques ont été entendus entre 5 et 6 heures à l'intérieur de Burma Camp, où habite le capitaine Rawlings, protégé par une garde rapprochée et renforcée. Les écoles du camp, où logent de nombreuses familles de militaires, ont été fermées toute la journée. On ignore les raisons de ces tirs et s'il s'agit d'une tentative de coup d'État du capitaine Rawlings, qui avait renversé le président Limann le 21 décembre.

Toujours, selon ce témoin, vers dix heures des scènes de panique ont eu lieu à l'aéroport international d'Accra quand un avion militaire vraisemblablement ghanéen, a atterri. Aussitôt des gens ont crié : « Voilà les Nigériens qui arrivent ! ». La foule à l'aéroport, s'est enfuie en quelques instants croyant qu'un commando étranger allait débarquer. Dans l'après-midi, des manifestations ont eu lieu devant les ambassades des États-Unis, de Grande-Bretagne, du Nigeria, du Togo, du Cameroun et de France. Les manifestants dénonçaient le « complot » mené par ces pays pour rétablir par la force le régime du président Limann. Un drapeau américain a été brûlé devant l'ambassade des États-Unis par les manifestants.

REMOUS

DANS LA POLICE NICOISE

Trois fonctionnaires de police de Nice, appartenant à l'unité d'intervention de la police urbaine ont été suspendus après avoir interpellé, le 9 janvier, et conduit à 5 kilomètres de la ville un cuisinier tunisien, âgé de trente-deux ans, mûri à une rixe. Le cuisinier avait porté plainte affirmant avoir été molesté et agressé par des policiers. Les trois policiers qui à leur tour portaient plainte en diffamation.

Ces trois fonctionnaires avaient justifié leur attitude par une note de service de leur commandement prévoyant « le renvoiement d'un étranger hors des limites de la commune en cas de trouble de l'ordre public ». Une information judiciaire a été ouverte.

Mais le bureau national du Syndicat national de policiers en tenue (S.N.P.T.), regu le 12 janvier par un membre du cabinet du ministre de l'Intérieur, a demandé la suspension de M. François Guillon, directeur départemental des polices urbaines des Alpes-Maritimes, et de M. Louis Martin, officier, le pair principal, commandant l'unité d'intervention de Nice et auteurs des notes de service.

M. Paul Jombart, secrétaire général du Syndicat des commissaires et officiers de la police nationale, a répliqué en expliquant « que pour tenter de masquer une fautive grave, on remet en cause la hiérarchie et on oublie de dire que la note de service (...) ne s'appliquait qu'à la durée de la grande brigade du Vieux-Nice ». Le secrétaire général du S.N.P.T., Jean Gishert, conteste ces allégations en montrant des circulaires analogues datant des mois de juillet, août et octobre 1981 et dénonçant l'utilisation dans les formulaires des rapport journaliers distribués aux policiers des mentions « étranger » ou « N.A. » (Nord-Africain).

LES RAPPORTS SOCIAUX AUX ÉTATS-UNIS

Le Syndicat de l'automobile refuse les concessions salariales demandées par General Motors

De notre correspondant

Washington. — Les négociations entre General Motors et le Syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) ont échoué. Il n'a pas été possible aux deux parties de s'entendre sur une réduction de la masse salariale qui aurait permis d'abaisser les prix de vente des véhicules. Cette rupture va conduire le premier fabricant de Detroit à décider d'autres mesures d'économie et sans doute à licencier. Elle n'empêchera cependant pas l'U.A.W. d'engager comme prévu des tractations avec Ford, à partir du lundi 1^{er} février.

Normalement, les rencontres entre syndicats n'auraient dû avoir lieu, dans chacune de ces entreprises, que l'été prochain, pour préparer le renouvellement des contrats triennaux qui arriveront à échéance le 14 septembre 1982, mais General Motors et Ford avaient beaucoup insisté pour des négociations anticipées, compte tenu de la conjoncture. Ils se référaient au précédent de Chrysler dont le contrat fut « ouvert » en 1980 pour éviter la faillite. Les ouvriers de cette société ont renoncé à certaines avancées salariales, en échange d'une participation aux décisions et aux bénéfices. Un film, intitulé « La bataille pour survie », fut même présenté aux salariés de General Motors pour les convaincre de leur travail à Detroit revient à 20 dollars (1) contre 12 auparavant au Japon. L'U.A.W. finit par s'incliner en décembre. « Les temps ont changé », reconnaissait son président, M. Douglas Fraser. La situation de fermeture de négociations illustrait en fait une double crise : celle de l'industrie automobile et celle du syndicat lui-même.

Detroit est malade depuis le printemps 1979. Nul n'ignore pourquoi : la récession, les taux d'intérêt, le prix trop élevé des véhicules, la concurrence des petites cylindrées japonaises. Le consommateur américain commence, en effet, à se soucier de la consommation d'essence et des émissions de pollution. Tous ces facteurs se sont traduits par des

résultats désastreux pour l'industrie automobile. En 1981, les ventes ont été les plus basses depuis vingt ans, ce qui a fait perdre un total de 4 milliards de dollars à General Motors, Ford, Chrysler et American Motors.

Une double crise

Plus de trois cent mille ouvriers de l'automobile sont au chômage. Cela correspond à peu près au nombre d'adhérents perdus par l'U.A.W. depuis 1979. Ramené à 1,2 million de membres, le syndicat n'a plus l'image du mouvement tout-puissant, qui assurait à ses « coqs d'or » les meilleurs salaires de l'industrie américaine. Son objectif n'est plus d'améliorer le pouvoir d'achat d'une année sur l'autre mais de défendre l'emploi. Les négociations avec General Motors avaient été engagées dans cet esprit. L'U.A.W. acceptait des diminutions de traitement à trois conditions : que l'on ne licencie plus, que les salariés aient son mot à dire dans certaines décisions (comme la commande de pièces détachées américaines ou étrangères) et que les sommes économisées par les sociétés grâce aux concessions salariales servent à baisser le prix des véhicules, donc à stimuler les ventes.

Un tel compromis illustrait aussi l'évolution des dirigeants de General Motors. Jusqu'à présent, ils s'accrochaient à toutes leurs prérogatives patronales et ne voulaient pas reconnaître que le prix du véhicule de leurs produits déconvenait les acheteurs. Une GM est cotée en moyenne 11 000 dollars (plus de 64 000 francs), alors que les voitures vendues aux États-Unis atteignent 9 000 dollars en moyenne. Ce qui est déjà considérable comparé au 7 700 dollars de l'année précédente. Le compromis avec l'U.A.W. devait permettre à General Motors de baisser ses prix de 1 000 dollars environ. Les acheteurs potentiels le savaient et attendaient. D'où les très mauvais résultats des ventes de la fin de l'année. — 13 % de ventes par rapport à 1981.

Mais, dans les négociations, General Motors a annoncé le 29 janvier des rabais allant

de 500 à 2 000 dollars pour une période de soixante jours. Ce « cadeau » aux consommateurs ne sera donc pas fait par les ouvriers mais par les autres catégories de personnel du groupe et par les concessionnaires. Le numéro un de l'automobile américaine ne se privera pas de licenciements si besoin est. Il peut également mettre à exécution la menace qu'il brandissait avant les négociations, c'est-à-dire de se fournir davantage en pièces détachées étrangères.

Ford pourtant n'a pas perdu l'espoir de s'entendre avec l'U.A.W. Il peut faire valoir que sa situation (1 milliard de dollars de pertes en 1981, selon les estimations) est beaucoup plus grave que celle de General Motors (des gains évalués à 300 millions). Et d'ailleurs, il ne demande pas, lui, une révision du contrat existant mais des concessions sur le contrat à venir.

L'issue des négociations chez les deux « grands » de l'automobile ne manquera pas d'influencer des conflits identiques. American Motors Corporation (contrôlée par Renault) et International Harvester Company (machines agricoles et de construction), ont tous deux demandé des concessions à l'U.A.W. D'autres secteurs industriels sont également très intéressés car ils fixent leurs salaires en fonction de l'automobile.

Les relations entre le patronat et les syndicats ont eu tendance à s'apaiser depuis quelques années. L'ouverture de négociations anticipées à Detroit, comme une illustration de ce phénomène. Si leur échec se confirmait chez Ford, on pourrait leur donner une tout autre interprétation, ou affirmer, avec le Wall Street Journal, que le véritable thermomètre des relations sociales en ce début 1982, n'est pas l'automobile, mais l'industrie du pétrole : ils lui demanderont davantage, quitte à faire grève, comme à chaque renouvellement de contrat depuis 1966.

ROBERT SOLE.

(1) 1 dollar U.S. vaut 5,85 F environ.

EN GRÈVE ILLIMITÉE

Les ouvriers de Renault à Maubeuge contestent l'aménagement des horaires

Grève « illimitée » à l'usine Renault de Maubeuge, poursuite de grèves tournantes à l'hôpital Antoine-Becière, de Clamart, grève du zèle des douaniers à la frontière franco-espagnole, conflit prolongé au Centre-Pompidou, ces quelques exemples parti d'autres démontrent que le climat social n'est pas seulement obscurci par les sévères discours d'états-majors syndicaux. A la base, un certain malaise commence à s'exprimer.

A Maubeuge, 65 % à 70 % des trois mille trois cents ouvriers de l'usine Renault se sont mis en grève « illimitée » jeudi 28 janvier pour protester contre l'aménagement de la durée du travail. Les grévistes, indépendants (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C.) s'opposent à une réduction d'horaires fixée à six minutes chaque jour et à trente minutes la semaine. Les salariés réclament que cette réduction d'une heure soit appliquée le seul vendredi, en fin de poste, pour allonger la week-end.

Au niveau de la Région, où des négociations sont en cours sur ce même thème ainsi que sur un contrat de solidarité, la C.G.T. a déclaré M. Reinjon, secrétaire général de la fédération, « ne respecte ni la politique gouvernementale ni les engagements de M. Bernard Hanon ». Déjà interpellé par M. Krasucki, secrétaire confédéral, et à nouveau critiqué par M. Sainjean, le gouvernement a fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de se mêler des négociations en cours.

À Paris, la C.G.T. a décidé de lancer une vaste campagne de mobilisation dans les entreprises de métallurgie et de chaudronnerie. « Pour que ça change, intervient », tel est le thème d'un tract qui doit être diffusé à 300 000 exemplaires et aussi d'affiches et de cahiers de revendications à remplir par les salariés.

Cette campagne intervient au moment où plusieurs conflits se poursuivent ou éclatent, avec pour thème revendicatif prioritaire la réduction des horaires et l'embauche de nouveaux salariés : extension des débrayages dans des usines de Kodak-Fabry, occupation de l'usine des places Motta à Argentan (Orne) ; débrayages partiels dans plusieurs grands magasins de la région parisienne.

● A Charleville-Mézières (Ardennes), nous indique notre correspondant, des ouvriers se sont enfermés vendredi matin 29 janvier, dans les locaux du syndicat patronal de la métallurgie, pour opposer à cent soixante-deux

M. JEAN DEFLASSEUX ENTRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRÉDIT LYONNAIS QUE QUITTE M. CLAUDE PIERRE-BROSSETTE

Le Journal officiel du samedi 30 janvier publie un décret nommant membres du conseil d'administration du Crédit lyonnais jusqu'au 6 décembre 1984 :

En qualité de représentants de l'État : M. Michel Camdessus, en remplacement de Jean-Yves Haberer, et Yann Gaillard, en remplacement de M. Claude Pierre-Brossette.

En raison de sa compétence technique : M. Jean Deflassieux, en remplacement de M. Jacques Bonnet de la Tour.

En qualité d'administrateurs appartenant aux catégories des cadres et employés : M. Jean-Marie Lingenheld, représentant le Syndicat national des banques C.G.C.

Le mandat d'administrateur de M. Claude Pierre-Brossette venait à expiration le 6 décembre dernier. Le fait qu'il n'ait pas été renouvelé confirme qu'il ne sera pas davantage maintenu dans ses fonctions de conseil d'administration.

M. Jean-Yves Haberer quittera la direction du Trésor pour prendre la présidence du groupe Paribas (ce qu'avait annoncé le gouvernement il y a déjà plusieurs semaines). Le futur directeur du Trésor sera vraisemblablement M. Michel Camdessus, actuellement directeur adjoint.

● Un chahut dégrènera dans un établissement privé d'Avignon. Le collège privé Saint-Joseph d'Avignon (Vaucluse) a été, mercredi 27 janvier au soir, le théâtre d'un violent chahut, animé par les élèves de l'internat. Sans qu'on en connaisse précisément les motivations, ce tumulte a provoqué des dégâts jugés importants par la direction. Les élèves s'en prenant, pêle-mêle, à l'aide de pétards et de projectiles divers, aux vitres de l'établissement, au transformateur électrique et au surveillant général de nuit. La direction a décidé le renvoi des trois cents internes pour huit jours, leurs parents étant tenus de les réinscrire individuellement avant le jeudi 4 février. Les cours sont maintenus pour les sept cents élèves externes. La direction estime que des éléments extérieurs à l'établissement ont participé au chahut.

